

Ghoul met en garde contre les "aventuriers"

Page 2



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3499 - Ven.27-Sam.28 février 2015 - Prix : 10 DA

Grogne des usagers de la route Si-Mustapha-Zemmouri

Des ralentisseurs favorables aux agressions

Page 24



Malgré l'échec des précédentes tentatives

Le gouvernement mise sur la relance du secteur industriel

Page 3

Comme il y a loin d'ici à 2017 !

Par Mohamed Habili

Le vrai problème de l'opposition, du moins telle qu'elle se présente aujourd'hui, n'est pas avec le pouvoir mais avec l'opinion, qui à l'évidence ne se reconnaît pas en elle. Cela apparaîtrait clairement si des élections devaient se tenir dans l'immédiat, et non pas vers le milieu de 2017, c'est-à-dire dans plus de deux ans. Si les prochains rendez-vous électoraux semblent si lointains, ce n'est pas parce que leur date réglementaire de tenue est réellement éloignée dans le temps, mais parce que la classe politique dans son ensemble (pas seulement donc l'opposition, à supposer que ce terme convienne) aura du mal à tenir la distance si le cours des événements ne devait pas connaître des inflexions significatives d'ici là. Il est tout à fait invraisemblable que la CNLTD, et l'ISCO (la coordination de la coordination, la coordination au carré, en somme) puissent prolonger jusqu'à 2017 une existence aussi languissante que virtuelle. La plupart des partis ne tarderaient pas à tomber dans l'oubli si les journaux, qui pour l'heure les tiennent à bout de bras, cessaient d'en parler, faisant le choix de les ignorer. C'est qu'ils ne vivent pas sur leurs propres réserves, mais de par le soutien de médias qui les servent, en même temps que, il est vrai, ils se servent d'eux. Si bien qu'on est en droit de se demander si au fond ce ne sont pas les journaux en guerre incessante contre le pouvoir actuel, c'est-à-dire contre Bouteflika, qui forment la véritable opposition, la véritable force de frappe.

Suite en page 3

Ils demandent à Bouteflika d'intervenir

Le cri de détresse des parents d'élèves

● Le marasme empire dans l'Education



Dans un communiqué au vitriol rendu public, à l'issue d'une réunion tenue à Alger, la Fédération des parents d'élèves dénonce les syndicats et en appelle au président Bouteflika. Face au risque de pourrissement, la Fédération demande aux syndicats de «prendre leurs responsabilités» tout en s'en remettant au Président pour intervenir. En ce sens, les parents d'élèves déplorent qu'au milieu de nos éducateurs rien ne satisfait, ce sont les élèves qui sont pris en otages et dont on oublie le droit à l'enseignement et à l'éducation.

Lire page 2

Formation professionnelle/Aide financière

Les entreprises assurant des stages pratiques encouragées

Page 4



Tizi Ouzou

Riche programme en hommage à Mouloud Mammeri

Page 13

Ils demandent à Bouteflika d'intervenir

Le cri de détresse des parents d'élèves

■ Dans un communiqué au vitriol rendu public, à l'issue d'une réunion tenue à Alger, la Fédération des parents d'élèves, dénonce les syndicats et en appelle au président Bouteflika. Face au risque de pourrissement, la Fédération demande aux syndicats de «prendre leurs responsabilités» tout en s'en remettant au président Bouteflika pour intervenir. En ce sens, les parents d'élèves déplorent qu'au milieu de nos éducateurs rien ne satisfait, ce sont les élèves qui sont pris en otage et dont on oublie le droit à l'enseignement et à l'éducation.

Par Meriem Benchaouia

Face au mouvement de grève qui perdure dans le secteur de l'éducation et à la veille des compositions des trois paliers scolaires, la Fédération des parents d'élèves sort de son mutisme et tire à boulets rouges

Conseil national de Taj Ghoul met en garde contre les "aventuriers"



Ph/E. Soraya/Le Jour

LE PRÉSIDENT du parti Tajamoue Amal el Jazair (Taj) a critiqué, hier, les partis politiques qui "voulent pousser le peuple algérien à sortir dans la rue". S'exprimant lors des travaux du Conseil national du parti tenu à Zéralda (Alger), Amar Ghoul a mis en garde contre les "aventuriers" qui représentent une menace pour la stabilité de l'Algérie. Faisant allusion à l'action de rue organisée par certains partis politiques le 24 février dernier, M. Ghoul a défié ces formations de présenter leur programme politique, avant de se mettre à critiquer et remettre en cause le travail accompli par le pouvoir. "Ces gens veulent détruire la maison Algérie. Cela est inacceptable. Nous serons là pour leur faire face" a déclaré le président du Taj à la presse. Le conférencier a ainsi mis en garde contre le risque d'atteinte à la stabilité et à la sécurité du pays. Le conférencier a insisté sur l'importance de préserver les intérêts du pays dans cette conjoncture difficile marquée par l'insécurité et la déstabilisation dans bien des pays voisins. Pour Amar Ghoul, les partis de l'opposition ne sont pas en mesure de représenter une alternative en raison de la faiblesse de leur assise populaire et de l'absence de programmes et de propositions, susceptibles d'améliorer la situation du pays dans tous les domaines. **Amira F.**

sur les syndicats initiateurs des différents débrayages qu'a connus le secteur ces derniers jours. Pour éviter à des milliers d'élèves une année blanche, son président Khaled Ahmed, a une nouvelle fois, exprimé son inquiétude quant aux conséquences dangereuses que peut avoir ce mouvement de protestation qui ne connaît pas de fin. Dans un communiqué au vitriol rendu public, à l'issue d'une réunion tenue à Alger, la Fédération des parents d'élèves, dénonce les syndicats et en appelle au président Bouteflika. Face au risque de pourrissement, la Fédération demande aux syndicats de «prendre leurs responsabilités» tout en s'en remettant au président Bouteflika pour intervenir. En ce sens, les parents d'élèves déplorent qu'au milieu de nos éducateurs rien ne satisfait, ce sont les élèves qui sont pris en otage et dont on oublie le droit à l'enseignement et à l'éducation. Convaincu qu'après l'appel à la sagesse qu'elle a déjà lancé aux deux parties mais qui n'a pas été pris en considération, la Fédération des parents d'élèves préfère cette fois lancer un appel au président de la République afin d'intervenir le plus vite possible pour venir au secours des enfants. «La Fédération des parents d'élèves présidée par Khaled Ahmed a tenu une réunion à Alger pour examiner la situation dans le secteur de l'éducation, aujourd'hui pris en otage par les grèves, au moment où les examens de fin de trimestre risquent carrément d'être sacrifiés», lit-on dans le communiqué. Pour la Fédération, cette grève qui met en péril l'année scolaire tourne à la «démonstration de force des syndicats engagés dans une



Ph/Le Jour

guerre de leadership». Commentant les grèves à répétition qui émaillent depuis des années le déroulement de l'année scolaire, elle estime que les syndicats «se concurrencent autour d'un cadavre», en l'occurrence l'Ecole négativement impactée par ces grèves à n'en plus finir. «Cela fait six ans que des enfants sont pris en otages par des mouvements de grève cycliques. Nous exprimons notre ras-le-bol. Il est temps de mettre un terme à ces perturbations qui

ébranlent l'école algérienne, qui est en danger. Nous rappelons qu'elle est une école républicaine. La grève est un droit constitutionnel, l'accès à l'instruction est aussi» précise le communiqué. Le bureau de l'association se demande aussi pourquoi les syndicats refusent les offres de dialogue tout en abusant de recours à la grève, censé être selon eux l'ultime moyen quand tous les autres sont épuisés. Et d'appeler encore dans son communiqué «à préserver l'école

algérienne des luttes politiques et idéologiques». Par ailleurs, la Fédération exige également l'instauration d'un service minimum comme cela se fait dans d'autres secteurs au cas où le mouvement de grève perdure, notamment pour les élèves en classe d'examen. La Fédération des parents d'élèves rend hommage à la ministre de l'Education et apporte son soutien à sa proposition portant mise en place d'une charte d'éthique et de stabilité. **M. B.**

Les syndicats maintiennent la grève et la tutelle sanctionne

Le marasme empire dans l'Education

La situation ne connaît pas son épilogue. Les syndicats comme la tutelle campent sur leurs positions optant d'une part pour les sanctions et d'autre part pour le maintien du mot d'ordre de la grève jusqu'à la satisfaction des revendications soulevées. Un mois après le début des mouvements de grève déclenchés séparément par l'intersyndicale de l'éducation et le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), l'éducation connaît toujours la paralysie qui prend en otage les élèves des trois paliers en pleine période d'examens de deuxième semestre. Une situation qui nourrit l'angoisse et l'inquiétude chez les élèves et leurs parents mais cette période semble propice pour que les syndicats exercent leur pression et défendent ce qu'ils appellent «droits légitimes». La donne du traitement des doléances socio-professionnelles a beaucoup changé avec l'actuelle ministre de l'Education dont le dialogue contient plus de menaces de sanctions qu'une prise en charge des revendica-

tions des travailleurs de son secteur. Les syndicats auxquels tout le monde reproche l'exagération et la prise en otage des élèves se disent «dans l'obligation de recourir à la grève pour faire valoir leur doléances». Mieux, le coordinateur du Cnapest Larbi Nouar précise à propos de son mouvement qu'«il n'a pas été demandé ces derniers temps, des augmentations de salaire». à travers la grève, on relève «des injustices et nous réclamons notamment l'intégration des enseignants mis en voie d'extinction, dans les postes actuellement nouvellement créés, sans conditions, parce qu'ils ont déjà un bagage». D'après Benghebrat cette grève illimitée du Cnapest est «illégitime». Faisant même état d'échec de la grève, la première responsable de secteur a fait savoir que «la loi sera appliquée avec vigueur avec les enseignants grévistes qui selon elle «font du chantage, au détriment des intérêts des élèves». Cette menace déclarée il y a quelques jours en plus des menaces de licenciements brandies pour certains ensei-

gnants dans quelques wilayas n'ont pas eu l'effet de stopper la grève, puisque les enseignants eux aussi croient en la nécessité de mettre fin aux anomalies du statut particulier. Idem pour l'intersyndicale de l'éducation qui appelle à une nouvelle grève reconductible à partir du 9 mars prochain. Une décision que l'intersyndicale juge aussi d'inévitable après «l'échec des négociations avec la tutelle et notamment la condition de la ministre aux syndicats, Benghebrat «les obligeant à signer une charte d'éthique et de stabilité». Une idée qui a été catégoriquement rejetée par les protestataires qui sont toujours dans l'attente d'une réponse concrète au sujet de la révision des dysfonctionnements du statut particulier des travailleurs de secteur. Le conflit entre les deux parties demeure et des appels sont déjà lancés de la part de l'Association des parents d'élèves au président de la République pour que leurs enfants ne soient pas encore victimes du cercle vicieux des problèmes socioprofessionnels des enseignants. **Yasmine Ayadi**

Malgré l'échec des précédentes tentatives

Le gouvernement mise sur la relance du secteur industriel

■ «Nous sommes à l'étape de la dernière chance», c'est avec cette phrase que le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb a voulu qualifier l'urgence de relancer le secteur industriel. «Si on ne réalise pas cette étape, il ne faut pas compter sur l'industrie dans la croissance économique», a-t-il déclaré ce jeudi.



PH/Mohidi B/Le jour

Par Nacera Chennafi

Dans un contexte de crise marqué par la chute des prix du pétrole, suivie d'une baisse importante des revenus de l'Algérie, l'économie restant dépendante des hydrocarbures, que le gouvernement mise sur la relance du secteur industriel qui demande de nouvelles dépenses sachant que l'Etat a déboursé en cinq ans 320 milliards de dinars pour l'assainissement des entreprises publiques. Le gouvernement a adopté une politique d'austérité pour faire face au choc de la chute des prix du pétrole; cependant, il semble décider de recourir à de nouvelles dépenses pour appliquer le nouveau plan de relance du secteur industriel dans l'espoir que ce dernier apporte une valeur ajoutée à l'économie nationale. «Nous sommes à l'étape de la dernière chance», c'est avec cette phrase que le ministre de l'Industrie,

Abdesselam Bouchouareb a voulu qualifier l'urgence de relancer le secteur industriel. «Si on ne réalise pas cette étape, il ne faut pas compter sur l'industrie dans la croissance économique», a-t-il déclaré ce jeudi. Officialisé le 23 février dernier, le plan de restructuration du secteur public marchand industriel (SPMI), «ambitionne une redynamisation du secteur industriel» selon Bouchouareb. «On va réorienter les investissements vers les filières identifiées, non seulement pour diminuer la facture de l'importation mais surtout donner la chance à ces groupes d'augmenter leurs capacités concurrentielles sur le marché», selon les explications du ministre de l'Industrie qui s'exprimait dans une émission de la Radio nationale consacrée à la nouvelle stratégie de relance de l'industrie nationale. A ce propos, le ministre a révélé que durant les quinze dernières années, il a été recensé «environ 30 milliards de dollars d'importations sur les

trois plus grandes filières». Il s'agit selon Bouchouareb de «l'industrie sidérurgique métallurgique et mécanique» ainsi que «l'industrie manufacturière, comme le textile et le cuir».

Dans ce cadre, il a expliqué que la nouvelle stratégie va «mettre ces groupes au cœur de l'activité économique». Pour le ministre, cette nouvelle réforme industrielle représente «la fin du tutorat sur les entreprises».

Pour rappel, douze groupes industriels, créés à partir des Sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP), ont été installés, lundi dernier, dans le cadre de la nouvelle configuration du secteur public marchand industriel.

Pour l'aboutissement de cette stratégie, le gouvernement compte sur le rôle assigné aux dirigeants de ces groupes à travers des contrats de performance qui consacrent, entre autres, «le principe de la dépenalisation de l'acte de gestion». Sur ce point, le ministre a expliqué que

la dépenalisation de l'acte de gestion a trait à la prise de risque et non pas à l'acte délictueux qui relève du code pénal, d'où la nécessité de faire la distinction entre les deux termes.

Les 12 groupes industriels se composent de sept groupes nouvellement créés et de cinq autres déjà existants. Les 7 nouveaux portent sur les filières, respectivement, de l'agro-industrie, des industries chimiques, des équipements électriques, électrodomestiques et électroniques, des industries locales, de la mécanique, des industries métallurgiques et sidérurgiques et des textiles et cuirs.

Dans son ambition de relancer le secteur industriel, le ministre démarre d'un constat triste, car il a avoué la faiblesse de ce tissu : «Il n'y a pas 200 grandes entreprises en Algérie», a-t-il dit. Selon lui, «10% seulement de ces entreprises atteignent 2 milliards de dinars de chiffre d'affaires. On ne peut pas les considérer comme de grandes entreprises ou entreprises championnes». Par ailleurs, le gouvernement compte s'appuyer sur le privé. A ce propos, Abdesselam Bouchouareb dira : «Je compte beaucoup sur la participation du privé. Sur leur savoir-faire, leur dynamisme, et même sur leur financement».

Pour rappel, l'Etat algérien a consacré ces cinq dernières années quelque 320 milliards de dinars pour l'assainissement des entreprises industrielles publiques, dont seulement 18% ont été consommés, selon un récent bilan du ministre de l'Industrie.

Ainsi, ces entreprises demeurent toujours une lourde charge pour l'Etat sans oublier la fameuse stratégie industrielle de Temmar qui n'a jamais vu le jour, si ce n'est sur le papier.

N.C.

Fil rouge sur la nouvelle stratégie industrielle

La fin du tutorat sur les entreprises

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb annonce la fin du tutorat de l'Etat sur les entreprises publiques dans un fil rouge spécial où l'ensemble des radios (Chaîne 3, radio Algérie internationale, radios locales) ont été mises à contribution. La nouvelle politique économique et industrielle, sur le point d'entrer dans sa phase opérationnelle, va marquer la fin du «tutorat» de l'Etat sur les entreprises publiques, a affirmé jeudi matin, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb. L'Invité de la Rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, rappelle que l'Algérie importe, annuellement, pour quelque 30 milliards de dollars de produits manufacturés et autres productions mécaniques et sidérurgiques. Pour mettre un

terme à cette dépendance, il annonce que les 12 groupements industriels publics qui viennent d'être installés, devraient contribuer à réduire progressivement et substantiellement, d'ici à 2019, la dépendance économique vis-à-vis des marchés étrangers et de pouvoir atteindre un taux de croissance de 7% d'ici à 2019. Un taux qui risquerait même d'être dépassé, affirmera M. Bouchouareb dans une note d'optimisme. Il indique que 23 parcs industriels gérés par ces groupements vont entrer en activité d'ici à la fin de l'année 2015 et que des dizaines d'autres suivront dans les années à venir. Pour permettre à ces entités industrielles de jouer le rôle attendu d'elles, le ministre annonce une série de mesures de facilitations. Il précise, par exemple, qu'ils pourront

dédouaner un produit en 8 jours ou bien obtenir un permis de construire en 15 jours. Outre les questions relatives à l'amélioration du code des marchés publics, à la dépenalisation de l'acte de gestion (des réunions pour son amélioration sont en cours) où la prise de risque ne doit pas relever du pénal pour le ministre, d'autres sujets sont évoqués telle la facilitation des investissements, nationaux et étrangers, où il est question d'ouverture du capital, terme cher à M. Bouchouareb. Dans cet esprit, il est temps de mettre un terme aux conteneurs. Il fait, d'autre part, état d'une amélioration substantielle des rémunérations versées aux managers des groupements qui sera opérationnelle d'ici à juin 2015.

Magda Malek

LA QUESTION DU JOUR

Comme il y a loin d'ici à 2017 !

Suite de la page une

Un parti qui existe et qui agit, et en ce qui le concerne il est à la tâche sans le moindre répit, ainsi qu'il sied à des médias, qu'ils soient ou non sur le pied de guerre, mais qui cependant revêt une toute autre apparence, quel autre nom lui convient le mieux en dehors de celui de parti clandestin ? La seule objection sérieuse à opposer à cette thèse, c'est que les journaux aussi auraient du mal à entretenir leur propre existence s'il n'y avait pas les partis pour leur donner de la matière, du grain à moudre, et le prétexte en veux-tu en voilà. D'où la synthèse, qui peut-être répond le mieux à la réalité ici en cause, à savoir que partis et médias ont partie liée, qu'ils dépendent étroitement les uns des autres, qu'ils sont sur un pied d'égalité, même si ce sont les journaux qui semblent jouir pour le moment de la prépondérance. On n'imagine pas Jil Jadid continuant d'exister sans que les journaux amis en parlent sans arrêt, et sous le moindre prétexte. Mais les journaux du même bord eux aussi sont difficilement concevables sans des partis qui comme Jil Jadid n'ont d'autre existence que virtuelle. Autrement dit, les journaux garantissent l'existence de ce type de partis autant que ces prétendus partis font d'une certaine façon vivre, ou respirer, ces journaux. Reste que 2017 n'est pas à portée de main et qu'il ne faut pas se perdre en chemin dans l'intervalle, ne pas se noyer dans les sables de la distance. Evidemment si la santé du chef de l'Etat venait à se détériorer, on n'aurait peut-être pas de désert à traverser, à encourir les risques attachés à une longue marche forcée. On imagine les titres jubilatoires que cela donnerait ! Alors là, oui, ils auraient et de la matière et de quoi paviser. Et il y en aurait pour tout le monde, pour les journaux comme pour les partis de la CNLTD. Des personnalités aujourd'hui réduites au silence redonneraient de la voix, avec force et conviction. Des ambitions pour l'heure ravalées rejailliraient plus vivantes et intenses que jamais. C'est toute la machine anti-Bouteflika, aujourd'hui grippée, mise en échec par la bonne tenue de la santé présidentielle, qui se remettra en marche, plus implacable que jamais. Mais si cela n'arrivait pas, et qu'il faille végéter jusqu'à 2017, puis ensuite peut-être jusqu'à 2019, année d'expiration du quatrième mandat, qui peut jurer dès aujourd'hui qu'il a assez de réserves pour tenir le coup et la distance jusque-là ? Bien peu, sans doute. Peut-être même personne, qu'il s'agisse de partis et de journaux.

M. H.

Exploitation des eaux destinées à l'irrigation

Le ministre appelle à une «nécessaire rationalisation»

LE MINISTRE des Ressources en eau, Hocine Necib, a mis l'accent jeudi à Chlef sur l'importance de rationaliser l'utilisation des eaux destinées à l'irrigation à travers la vulgarisation de la technique d'irrigation par le goutte-à-goutte et les stations de dépollution pour la récupération des eaux usées. En marge de la visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Chlef, le ministre a précisé que le taux de récupération des eaux usées ne dépassait pas les 10 %, ajoutant que l'Etat souhaitait élever ce taux à 45 % dans un futur proche puis à 100 % à l'horizon 2020. M. Necib a indiqué que la wilaya de Chlef a été choisie comme wilaya pilote pour le développement de la technique d'irrigation par le goutte-à-goutte en attendant de la généraliser à d'autres wilayas. L'Etat œuvre à atteindre un périmètre d'irrigation d'un million d'hectares de terres agricoles grâce à cette technique qui viendront s'ajouter à un million d'hectares irrigués actuellement, a fait savoir M. Necib qui a ajouté que l'objectif étant d'assurer la sécurité alimentaire et de diversifier l'économie nationale. Le premier responsable du secteur a par ailleurs fixé le 10 mars prochain comme dernier délai pour l'entrée en service de la station de dessalement d'eau de mer de Mainis (Ténès). Cette station profitera à 31 communes avec une capacité de production de 200 000 mètres cubes par jour outre son exploitation pour l'irrigation. Pour ce qui est de Oued Chlef, le ministre a donné des instructions pour la réalisation d'études en prévision de sa transformation en un espace de détente. M. Necib a évoqué par ailleurs l'expérience pilote du réchauffement des serres à travers l'utilisation des eaux souterraines chaudes dont le coup d'envoi sera donné la semaine prochaine à partir de Touggourt (wilaya de Ouargla). Cette technique permettra la production des légumes durant toutes les saisons, a fait savoir M. Necib. Le ministre a également inspecté plusieurs projets relevant de son secteur dont le réseau d'assainissement de la ville de Chorfa et la station de pompage. **Y. T./APS**

Khemis El Khechna Cambriolage de 100 millions dans une usine

10 PERSONNES encagoulées ont fait irruption dans une usine de fabrication de matériel métallique située au quartier Bendanoune dans la commune de Khemis El Khechna, à une trentaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya Boumerdes, a-t-on appris d'une source sûre. Cette source affirme que les malfaiteurs munis d'armes blanches se sont introduits dans les bureaux de la société algéro-française Karl Métallique, dans la nuit de mercredi à jeudi aux environs de 3h30 mn du matin, après avoir ligoté le gardien et se sont emparés de 100 millions de centimes ainsi que du matériel informatique (deux unités centrales). Aussitôt alertés par un travailleur, les gendarmes de la brigade scientifique de la localité se sont rendus sur les lieux. Lesquels ont ouvert une enquête pour retrouver les auteurs du cambriolage. **A. K.**

18^e fête de l'olive à Akbou

La qualité, passage obligé avant l'export

■ *Le goût des olives cueillies au mois de décembre et celles ramassées vers la fin de la récolte, aux mois de février ou début mars, n'est pas le même. Le rendement n'est pas le même aussi. Souvent l'huile des dernières récoltes est meilleure en matière de rendement et de qualité que celle des premières récoltes, surtout dans l'acidité. A noter que cette nouvelle édition est favorisée par une production dont les prévisions sont très optimistes. La direction des services agricoles et la chambre d'agriculture annoncent au moins 19 millions de litres.*

Hocine Cherfa

Pas moins de 150 exposants participent à la 18^e édition de la fête de l'olive d'Akbou. Elle est organisée cette année sous le thème «Amélioration de la qualité». Chacun de ces derniers a apporté son thème, son produit fétiche, ses couleurs, de la graine de caroube mordanée, au noyau grisâtre de l'olive, passant par le miel jaune pâle et la gelée royale. Des centaines de bouteilles d'huile de divers volumes et divers produits ornent les stands des agriculteurs et oléiculteurs. Plusieurs qualités d'olives y sont exposées aussi. Olives noires, roussâtres, vertes et parfois blanches. Ces derniers produisent diverses qualités et chacun donne une huile particulière et différente de l'autre que ce soit dans le goût ou dans la couleur. Il faut s'y connaître pour savoir déceler la différence d'ailleurs, notamment dans le goût. Certaines huiles sont douces, veloutées et légères, d'autres sont légèrement acides et piquantes. Ces dernières doivent être consommées plus rapidement que les premières sinon elles perdent leur goût et peuvent devenir acides avec la chaleur et le temps. Les conditions de leur conservation doivent être strictes. Il faut aussi souligner que le goût des olives cueillies au mois de décembre et celles ramassées vers la fin de la récolte, le mois de février ou début mars, n'est pas le même. Il est souvent différent. Le rendement n'est pas le même aussi. Souvent l'huile des dernières récoltes et la meilleure en matière de rendement et de qualité que celle des premières récoltes et surtout en



matière d'acidité. Elle est souvent plus douce que la première. A noter que cette nouvelle édition est favorisée par une production dont les prévisions sont très optimistes. La direction des services agricoles et la chambre d'agriculture annoncent au moins 19 millions de litres. Cependant, la quantité n'est rien devant le souci de l'amélioration de la qualité qui ne constitue d'ailleurs pas les éléments qui inquiètent les oléiculteurs, il y a aussi la qualité et la commercialisation qui constituent

le talon d'Achille de cette branche qui n'arrive toujours pas à se valoriser. Pour cela, une nouvelle stratégie est en cours. Elle a pour point de mire l'exportation des produits oléicoles vers l'Europe particulièrement. Mais, il faut plus que de la volonté, car il faut passer d'abord par la mise à niveau du produit en matière de qualité par l'apprentissage du savoir-faire pour atteindre la norme européenne en la matière. D'ailleurs, des tentatives d'exporter l'huile vers la France et le Canada ont eu

lieu, mais elles restent à leur stade primaire. Et dans ce sens, la formation des oléiculteurs et tous les autres acteurs de la filière devient plus que nécessaire. Des communications, tournant autour de la qualité et de la labellisation des produits oléicoles, le soutien de l'Etat à la filière, ainsi que les assurances et les mutuelles agricoles ont été dispensées. Celles-ci constituent quelques éléments de réponse à ces soucis pour aller de l'avant.

H. C.

Formation professionnelle/Aide financière

Les entreprises assurant des stages pratiques encouragées

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui, a révélé jeudi à Alger, que le gouvernement avait adopté un projet prévoyant l'attribution d'une aide financière aux petites entreprises qui assurent des stages pratiques. Le ministre qui a été l'invité du forum «Echaab» a souligné que le gouvernement avait adopté un projet de décret exécutif portant consécration d'une partie des ressources du Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (FNAC) relevant du secteur, aux petites entreprises qui assurent des stages pratiques.

En vue de l'obligation tenue de garantir la formation des stagiaires, pour toutes les entreprises bénéficiant de marchés publics, qu'elles soient algériennes ou étrangères, titulaires de marchés liés à l'habitat ou aux équipements publics, les entreprises devront intégrer des stagiaires à hauteur de 20% de leur personnel.

Le ministre préconise pour cette initiative, d'encourager et aider les petites entreprises qui acceptent de prendre des stagiaires de la

formation professionnelle en dépit de leurs faibles ressources».

Le ministre a, d'autre part, rappelé l'accord-cadre conclu le 15 septembre 2014 avec les différents départements ministériels pour impliquer toutes les parties à la promotion de la formation.

A cet effet, des commissions ont été mises en place en vue de définir les premiers besoins de la formation, exprimés par les signataires de l'accord pour le quinquennat 2015-2019, dont les ministères du Tourisme, des Ressources en eau, des Travaux publics, de la Santé, de l'Industrie et le Forum des chefs d'entreprises, a indiqué le ministre. «Le véritable défi est d'attirer un maximum de jeunes vers la formation, en vue de satisfaire les besoins du marché du travail en matière de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans certaines spécialités qui répondent aux exigences de l'économie nationale», a-t-il ajouté.

M. Bedoui a indiqué que son secteur accordait la priorité à la formation par apprentissage qui favorise l'insertion au monde du travail, estimant à près de 300 000

le nombre actuel de stagiaires bénéficiant de ce mode de formation. Le ministre a en outre affirmé que le secteur aspirait à doubler ce nombre avec la contribution du secteur économique qui prend en charge la formation pratique.

Les jeunes demandeurs de formation peuvent s'inscrire au niveau des établissements de formation tout au long de l'année, a déclaré le ministre, soulignant que les inscriptions n'ont pas été limitées par une date.

Le secteur de la formation professionnelle pourvoit 280 000 postes pédagogiques pour la prochaine rentrée prévue dimanche prochain, dont 82 000 pour l'apprentissage.

Une formation dans les métiers de «conseillers à la vente» sera lancée samedi dans le domaine de la formation par apprentissage au profit de près de 100 jeunes demandeurs de formation, en coordination avec la chambre de commerce et d'industrie algéro-suisse.

Selon le ministre, l'objectif de cette formation est d'assurer une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle dans les métiers de la vente.

Sarah Harchaou

Selon le site d'information Investopedia

Algérie, 3^e pays qui épargne le plus au monde

■ Se basant sur les données officielles du FMI et celles du CIA Factbook (données par pays établies par l'agence de renseignement américaine), Investopedia estime le taux d'épargne de l'Algérie (par rapport au PIB) à 54,31%.

Pv/DR



Par Magda Malek

L Algérie serait un des meilleurs élèves en matière d'épargne si l'on se réfère à l'étude sur le taux d'épargne nationale de 170 pays publiée par le site d'information Investopedia. Le classement révèle que l'Algérie est le 3^e pays qui épargne le plus dans le monde. Se basant sur les données officielles du FMI et celles du CIA Factbook (données par pays établies par l'agence de renseignement américaine), Investopedia estime le taux d'épargne de l'Algérie (par rapport au PIB) à 54,31%. Cela place le pays à la 3^e position mondiale, derrière le Qatar (57,63%) et le Koweït (55,05%), selon la même source. Par

ailleurs, le PIB de l'Algérie est estimé à 227,8 milliards de dollars, ce qui en fait la 47^e économie mondiale (sur 170), toujours selon Investopedia. Le site internet rappelle que «les hydrocarbures jouent un rôle important» dans l'économie du pays. Cette manne pétrolière «lui assure une stabilité macroéconomique». Ces ressources ont permis à l'Algérie de constituer des réserves de changes importantes, évaluées à plus de 192 milliards de dollars. Par ailleurs, le PIB/habitant est jugé «modéré», à 14 256 dollars. Investopedia relève deux types d'épargnants importants, à savoir les pays pétroliers et les économies émergentes de l'Est (Asie). L'Algérie est naturellement classée dans les pays exportateurs de pétrole. Le taux d'épargne est évalué à partir de l'épargne des ménages, de l'État. Faut-il préciser que pour la deuxième année consécutive, l'Algérie a puisé, en 2014, dans son épargne, le Fonds de régulation des recettes (FRR). Mais contrairement à 2013 où le montant prélevé a été dérisoire (70,2 milliards de dinars), la somme est beaucoup plus importante que l'année dernière : 757,10 milliards de dinars (près de 10 milliards de dollars) ont été puisés dans le FRR durant les seuls neuf premiers mois de l'année 2014, selon les chiffres fournis par la banque d'Algérie.

M. M.

Véhicules industriels

Pour l'émergence d'une nouvelle SNVI

Cinq banques publiques ont signé une convention de crédit de 91,748 milliards de DA avec l'Entreprise nationale des véhicules industriels (SNVI) pour financer un vaste plan de développement de cette entreprise industrielle qui s'intègre dans le nouveau plan de reconfiguration du secteur public industriel. Signée par les P-DG de la SNVI et de la BNA, respectivement Malek Salah et Omar Boudiab, cette convention porte sur le financement d'un programme d'investissement et de formation ainsi que sur la mise en œuvre de partenariats ciblés avec des leaders mondiaux notamment les constructeurs allemands Mercedes-Benz et français Renault. Outre la BNA comme chef de file, le consortium bancaire est composé de quatre autres banques publiques: BEA, CPA, BADR et CNEP Banque. Le délai de remboursement de ce crédit est de 15 ans et est assorti d'un taux d'intérêt bonifié. Conçue

comme «un acte dans la voie de la relance» selon les propos du ministre de l'Industrie de l'Industrie et des Mines, il s'agira de mettre la SNVI en amont de toute l'industrie mécanique en développant les filières de fonderie, de carrosserie et de forgerie, et ce, à même de permettre d'approvisionner les autres usines du secteur comme celles de Oued H'mimine et d'Aïn Smara (Constantine), d'Aïn Bouchekef (Tialet) et de Sidi Bel-Abbès pour le machinisme agricole. La nouvelle plateforme de la SNVI sera, en outre, capable de prendre en charge l'intégration de composants stratégiques en fournissant des pièces et sous-ensembles à toutes les entreprises constituées en partenariat avec des entreprises leaders dans le domaine de la mécanique et du véhicule industriel, a-t-il souligné tout en rappelant que le gouvernement œuvrait à aller vers «une économie productive plus importante» dans le cadre de la ré

industrialisation du tissu économique du pays, estimant que le secteur de la mécanique constitue un des éléments essentiels de cette démarche avec d'autres segments comme ceux de la sidérurgie et de l'industrie du ciment. Cette reconfiguration où s'inscrit le programme SNVI, premier bénéficiaire, permettra au pays d'atteindre, à la fin du plan quinquennal 2015-2019, un taux de croissance de 7%, de réduire les importations et de développer les exportations hors-hydrocarbures. Cet «un acte d'oxygénation» de la SNVI qui marque une nouvelle phase pour le développement de cette entreprise qui se transforme en groupe après absorption de Ferrovia (Entreprise nationale de construction de matériels et équipements ferroviaires) laquelle est spécialisée dans la fabrication d'équipements ferroviaires et de rames de tramway avec le partenaire français Alstom.

Magda M.

Selon le directeur général des Douanes

Des dossiers de fuite de capitaux à l'étranger remis à la justice

Des dossiers d'importateurs auteurs de fuite de devises vers l'étranger ont été transférés à la justice, a-t-on appris jeudi à Mascara du directeur général des Douanes, Mohamed Abdou Bouderbala. Des dossiers d'importation de marchandises non importantes et prohibées, abandonnées ensuite au port après avoir transféré leur valeur en devises vers l'étranger, ont été déferés devant la justice qui statuera, alors que d'autres affaires similaires font l'objet d'enquête et de constitution de dossiers en collaboration avec les différents services de sécurité, a indiqué M. Bouderbala lors d'un point de presse à l'issue de l'inauguration du nouveau siège de l'inspection divisionnaire des douanes de Mascara. La direction générale des Douanes poursuivra les inculpés dans ces affaires avec une grande rigueur dans le cadre de la protection de l'économie nationale et l'assainissement du

commerce extérieur, a-t-il affirmé, soulignant que les enquêtes et les poursuites judiciaires, en collaboration avec les différents services de sécurité, concerneront toutes les parties impliquées dans ces affaires, même ceux qui louent leurs registres du commerce. «Les containers importés de l'étranger et abandonnés au port seront ouverts en présence d'un huissier de justice après expiration du délai juridique fixé à deux mois et les marchandises seront saisies et vendues aux enchères s'il s'avère qu'elles sont propres à la consommation ou traitées juridiquement si elles sont prohibées», a ajouté le DG des Douanes algériennes. Par ailleurs, M. Bouderbala a indiqué que les services des douanes qui sont dotés de structures et d'éléments formés déploient de grands efforts en collaboration avec différentes instances dans la lutte contre le trafic de drogue, dépla-

çant le fait que l'Algérie, qui était une zone de transit où la consommation de la drogue transitant par son territoire ne dépassait pas 10 %, est devenue malheureusement une zone de consommation estimée de 60 à 70 % de ce poison introduit notamment à travers les frontières Ouest du pays. D'autre part, le même responsable prévoit la stabilisation, cette année, du volume de recouvrement douanier au même niveau qu'en 2014, soit 930 milliards DA contre 1.000 milliards DA en 2013. Une baisse justifiée par la non importation du mazout l'an dernier, a-t-il expliqué, soulignant toutefois que ce recouvrement est en nette évolution par rapport aux années précédentes où il était à 250 milliards DA par an. La direction générale des Douanes acquerra prochainement des scanners pour les ports secs du pays au nombre de 15 en plus de 7 autres qui seront utilisés dans le

contrôle au niveau des frontières terrestres en vue de faciliter le travail des douaniers et épargner tout désagrément aux citoyens, a annoncé M. Bouderbala. Le DG des Douanes algériennes a indiqué que 180 promoteurs activant dans le secteur de production sont agréés et bénéficient du contrôle de leurs marchandises importées au niveau de leurs usines et entrepôts, afin de leur faciliter la tâche. Ce chiffre est appelé à la hausse après la réception d'autres demandes et l'opération sera généralisée ultérieurement aux opérateurs dans le domaine des services, a-t-il ajouté. M. Bouderbala a inauguré le nouveau siège de l'inspection divisionnaire des douanes de Mascara. Réalisé pour un coût de 229 millions DA, ce siège est doté de toutes les commodités nécessaires dont un cêlibatorium et des logements d'astreinte.

Samir M./APS

Réserves d'or L'Algérie perd une place au classement mondial

SELON le dernier rapport du Conseil mondial de l'Or (CMO), les réserves d'or de l'Algérie sont restées stables au deuxième semestre 2014 en s'établissant à 173,6 tonnes, soit le même niveau de réserves que le premier semestre de l'année dernière. L'Algérie, dont les avoirs en or n'ont représenté que 3,5% de ses réserves officielles globales à l'étranger, occupe à fin décembre 2014 le 25^e rang dans le classement mondial des réserves officielles d'or détenues par les Etats qui compte 100 pays. Elle perd ainsi une place par rapport au classement du premier semestre 2014. Il est à signaler que les réserves d'or de l'Algérie sont restées stables depuis plusieurs années. La Banque d'Algérie privilégie en effet l'accumulation des réserves de change (devises) sur celle des avoirs en or pour renforcer la position extérieure du pays. Si nous intégrons l'or dans l'appréciation de la résilience de l'économie nous pourrions avoir une volatilité des avoirs extérieurs corrélativement à la volatilité des prix de l'or.

R. E.

Un million de postes créés en dix ans

Le micro-crédit au secours de l'emploi

■ La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a déclaré jeudi à Alger que l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) a permis la création de plus d'un million d'emplois à l'échelle nationale en l'espace de dix ans.

Par Samir L.

Depuis sa création en 2004, l'Agence nationale de gestion du micro-crédit a attribué plus de 670 000 micro-crédits et permis la création de plus d'un million d'emplois», a indiqué M^{me} Meslem dans une allocution à l'ouverture de la rencontre nationale des cadres de l'Agence sous le thème «Le micro-crédit: bilan et perspectives», qualifiant ce bilan de «positif». Elle a précisé que l'activité de l'Agence s'*intensifiera* durant les années à venir par le renforcement des capacités humaines et administratives et «grâce à la dynamique des jeunes cadres et aux divers moyens technologiques», soulignant le «programme ambitieux» arrêté par l'Agence pour 2015 outre les programmes des entreprises spécialisées dans la création d'activités économiques susceptibles de contribuer «efficacement» à la relance de la dynamique à travers le pays. Elle a estimé également

que la création de l'Angem tendait à réaliser le «progrès social» à travers une activité économique et grâce à la formule d'aide et d'accompagnement qui repose essentiellement sur le «compter sur soi» et l'esprit d'entrepreneuriat et l'initiative individuelle. M^{me} Meslem a, à cette occasion, mis en exergue le rôle de l'Agence qui consiste à fournir des «prestations financières et non financières» en adéquation avec les besoins des différentes catégories de la société dont celles sans revenus ou à faible revenus ou les sans-emploi et ceux activant dans le secteur parallèle. Elle a souligné l'importance de ce mécanisme dans la création d'activités productives (biens et services) et génératrices de revenus qui s'inscrit dans le cadre des plans de développement local visant à garantir la stabilité et la sédentarisation des populations dans les régions d'origine. Elle n'a pas manqué de citer la «réussite du micro-crédit»



qui s'est imposé à la faveur de la «politique débarrassée de toute forme de bureaucratie», rappelant son activité en faveur des femmes catégories de la société dont 62% du total des bénéficiaires. Le micro-crédit a attiré aussi plusieurs diplômés des universités, instituts et centres de formation et d'enseignement professionnels, a-t-elle encore dit. D'autre part, la ministre de la Solidarité a affirmé que l'Agence œuvrera à l'ouverture de nouvelles filières au niveau des wilayas déléguées qui seront créées dans le Sud du pays et destinées à accompagner les jeunes, les nécessiteux, les handicapés et autres catégories vulnérables dans le Sud et les Hauts-Plateaux. Répondant à une question sur l'assainissement des listes des nécessiteux, elle a précisé que les rapports des wilayas avaient fait ressortir plusieurs dépassements dont l'inscription de «personnes décédées et de personnes ayant un revenu sur la liste des bénéficiaires». Elle a insisté également sur l'opération d'assainissement pour préserver les fonds publics, ajoutant que «l'opération n'est pas encore achevée», affirmant que le ministère communiquera les résultats à la presse «en toute transparence après mise à jour des listes des handicapés et nécessiteux». S.L.

ables dans le Sud et les Hauts-Plateaux. Répondant à une question sur l'assainissement des listes des nécessiteux, elle a précisé que les rapports des wilayas avaient fait ressortir plusieurs dépassements dont l'inscription de «personnes décédées et de personnes ayant un revenu sur la liste des bénéficiaires». Elle a insisté également sur l'opération d'assainissement pour préserver les fonds publics, ajoutant que «l'opération n'est pas encore achevée», affirmant que le ministère communiquera les résultats à la presse «en toute transparence après mise à jour des listes des handicapés et nécessiteux». S.L.

Pour faire face à la hausse des prix

Déstockage de 11 000 tonnes de pommes de terre à Boumerdès

Un volume global de près de 11 000 tonnes de pommes de terre sera, progressivement, déstocké dans la wilaya de Boumerdès, en vue de faire face à la hausse des prix de ce tubercule sur les marchés, a-t-on appris, jeudi, du directeur local des services agricoles.

«Sur cette quantité programmée au déstockage, la direction locale du secteur s'attèle actuellement à l'injection d'un volume hebdomadaire de 700 tonnes de pomme de terre, sur les marchés locaux, suivant la forte demande exprimée en cette période marquée par un manque dans la production», a indiqué, Mohamed Kherroubi, en marge d'une journée d'orientation agricole sur l'utilisation des produits phytosanitaires, soulignant que l'opération vise à éviter un déséquilibre entre l'offre et la demande en la matière. Il a ajouté que le déstockage de la pomme de terre, prévu initialement pour

mars et avril prochains, «se poursuivra de façon progressive pour éviter tout déséquilibre du marché, car aucune production exceptionnelle en la matière n'est prévue».

Durant ces derniers mois, les cours de la pomme de terre à Boumerdès ont été fluctuants, jusqu'à atteindre actuellement une fourchette entre 90 et 100 DA/kg, au détail, contre 60 à 70 DA/kg chez les grossistes, a-t-on constaté.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette hausse, selon M. Kherroubi, qui a particulièrement évoqué les mauvaises conditions climatiques qui ont contrarié la récolte de la pomme de terre précoce, tout en empêchant l'introduction des récoltes d'autres wilayas réputées pour leurs productions abondantes.

Pour la directrice locale du Commerce, Ababssa Faiza, les prix à la hausse de ce produit de large consommation sont, égale-

ment, causés par la «spéculation» et le «monopole» exercés, par «certaines personnes qui acquièrent le produit directement auprès des agriculteurs pour l'écouler de façon anarchique sur le marché».

«La demande est très forte sur la pomme de terre, au moment où l'offre est faible, d'où la hausse des prix», a-t-elle ajouté.

Le stockage de la pomme de terre est confié à des opérateurs spécialisés, dont l'Office national de l'aliment du bétail (ONAB d'Alger) et les entrepôts frigorifiques du Sahel (Corso de Boumerdès), chargés, au titre du Syralpac (système de régulation des produits agricoles de large consommation), de signer des contrats en la matière avec les propriétaires locaux de chambres froides, a par ailleurs, affirmé M. Kherroubi.

Yanis T./APS

Tribunal criminel

Report du procès des 22 faussaires liés à un groupe terroriste

L'affaire des 22 individus poursuivis pour falsification au profit de groupes terroristes, de sceaux des ministères de la Défense nationale et de la Justice et de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) ainsi que des documents administratifs a été reportée jeudi à la prochaine session criminelle.

Le procès a été reporté par le président de la séance car l'un des principaux accusés se trou-

vant dans un établissement pénitentiaire de Béjaïa, n'ayant pas été amené.

Selon l'arrêt de renvoi, les mis en causes, issus de différentes régions du pays doivent répondre des chefs d'inculpation d'*adhésion à groupe terroriste, faux et usage de faux, constitution d'une association de malfaiteurs et contrefaçon de sceaux de l'Etat et de numéros de séries de véhicules*. Cette organisation

terroriste avait recouru, pour faciliter ses mouvements, aux services de réseaux internationaux spécialisés dans le vol de voitures de luxe et utilisait dans ses déplacements des sceaux falsifiés dont ceux des ministères de la Défense nationale et de la Justice et de la DGSN, selon les attendus de l'arrêt de renvoi. Lors des perquisitions des domiciles des prévenus, les services de sécurité ont récupéré des

cartes d'identité et des cartes grises appartenant à trois terroristes du dénommé groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), outre de faux documents favorisant le déplacement de terroristes étrangers, notamment libyens, tunisiens et marocains.

Le réseau d'activité des accusés s'étend à l'échelle nationale, fait savoir la même source.

L.K.

Hôpital de Dellys Le personnel médical proteste contre les agressions

PLUS DE 100 membres du personnel médical de l'hôpital Mohamed-Boudouaou de Dellys, à l'est de Boumerdès, se sont rassemblés jeudi sur la RN n° 24, à l'entrée principale de l'hôpital, pour protester contre les agressions récurrentes qu'ils subissent. Dans le cadre de cette protestation pacifique, les travailleurs ont remis au directeur de l'hôpital une liste de revendications à soumettre aux autorités compétentes, dénonçant l'insécurité qu'ils vivent au quotidien au niveau des urgences médicales, notamment la nuit, selon un des protestataires. Le directeur de l'hôpital de Dellys, Isaad Ali, a souligné que ce sit-in observé notamment par les travailleurs des urgences médicales intervient suite «aux agressions récurrentes» auxquels sont soumis les travailleurs de ce service. Il a ajouté que le gardien de nuit «a fait l'objet mercredi soir d'une tentative d'agression par les amis d'un jeune homme qui s'est vu refuser, conformément au règlement de l'hôpital, l'accès au service pour visiter un parent malade». M. Isaad a souligné que les agresseurs, au nombre de 8, avaient cassé les vitres et les portes du service des urgences médicales avant de prendre la fuite.

R.G.

Prise en charge de l'enfance La coopération entre l'Algérie et l'Unicef évoquée à Alger

LE PROGRAMME de coopération entre l'Algérie et l'Unicef en matière de prise en charge de l'enfance a été au centre de l'entretien jeudi à Alger entre la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Mounia Meslem Si Amer, et le Représentant résident de l'Unicef en Algérie, Thomas Davin, indique vendredi le ministère dans un communiqué. Les deux parties «ont passé en revue le programme de coopération entre l'Algérie et l'Unicef en matière de prise en charge de l'enfance, notamment les enfants en difficulté ou en situation de handicap», précise la même source. Les deux responsables ont également exprimé «leur disponibilité pour enrichir leur coopération dans le cadre du prochain programme afin de renforcer la protection et l'épanouissement des enfants», conclut le communiqué.

R.S.

Examen de la mise en œuvre de l'Accord

L'Algérie mobilisée pour la protection des cétacés

Suite à la ratification par l'Algérie de cet Accord, le ministère de la Pêche avait été désigné pour abriter le point focal national chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme Accobams-Algérie. Cet accord intergouvernemental vise à réduire les menaces qui pèsent sur les cétacés.

Par Faten D.

La mise en œuvre, en Algérie, de l'Accord sur la conservation des cétacés de la Mer noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique (Accobams), a été au

centre des entretiens qu'a eus mer-credi le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi avec la secrétaire exécutive de cet Accord M^{me} Florance Descroix-Commauducci. Cette entrevue a été l'occasion de présenter les



activités des institutions algériennes pour la mise en œuvre de l'Accord et d'«identifier les

priorités pour la mise en œuvre de l'Accobams en Algérie suivant les priorités du programme de

travail 2014-2016», précise un communiqué du ministère.

Suite à la ratification par l'Algérie de cet Accord, le ministère de la Pêche avait été désigné pour abriter le point focal national chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme Accobams-Algérie.

Cet accord intergouvernemental vise à réduire les menaces qui pèsent sur les cétacés par l'amélioration des connaissances sur ces animaux à travers des mesures de conservation à mettre en œuvre par les parties contractantes, rappelle-t-on de même source.

F. D./APS

Constantine capitale de la culture arabe

Plus de 100 agents communaux pour nettoyer la ville

Plus de cent agents ont été mobilisés jeudi par la délégation communale de Sidi-Rached (Constantine) pour une vaste opération de collecte des déchets ménagers en prévision de la manifestation «Constantine capitale 2015 de la culture arabe», a-t-on constaté.

Cette campagne a été conçue par la commune pour prendre en charge «de manière résolue» et sur plusieurs jours le

nettoyement de la ville du Rocher, a précisé à l'APS le délégué de ce secteur urbain relevant de l'APC de Constantine, Abdelhakim Lefouala.

Pour assurer le bon déroulement de cette action, des commissions d'hygiène ont été mises en place à l'effet de recenser, dans une première phase, tous les «points noirs» qui affectent l'environnement dans les quartiers et dans l'ensemble des

lieux publics de l'agglomération, selon le même élu qui a fait savoir que cette initiative vise à «soutenir les efforts des services en charge du nettoyage de la ville et du ramassage des déchets». Les cités de Sidi M'cid et Hadjrat Ben Arous, la rue des Maquisards, l'avenue Rahmani-Achour (ex-Bardo) et le quartier de la Casbah, sont les sites visés «en priorité», selon la même source. Selon M. Lefouala,

toutes les décharges sauvages enlaissant la ville en plusieurs endroits seront éradiquées, tandis que les réseaux d'assainissement et les avaloirs d'eaux pluviales seront curés dans le cadre de cette «opération d'envergure». En matière de logistique, les moyens matériels de la commune de Constantine et des collectivités voisines, ainsi que ceux de plusieurs entreprises publiques et privées seront mis à contribu-

tion pour garantir le succès de ce «lifting en profondeur», a ajouté cet élu, signalant également la participation active des associations et des comités de quartiers.

L'entreprise de développement des espaces verts de Constantine (EDEVCO) prendra également part à cette opération consacrée, aussi, à l'entretien des jardins publics, a-t-il encore noté. Le wali de Constantine, Hocine Ouadah, avait sèchement réprimandé les élus de la commune, lundi dernier, leur signifiant un délai de deux jours pour présenter un plan d'action relatif à la campagne de nettoyage de la ville, en prévision de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

Hani T.

Climat

Hollande appelle à un accord «ambitieux, équitable et universel»

L'«Appel de Manille». Les présidents français et philippin, François Hollande et Benigno Aquino, ont appelé solennellement, jeudi 26 février, à un accord «ambitieux, équitable et universel» lors de la conférence mondiale sur le climat, qui se tiendra à Paris en décembre 2015. Lors de ce sommet, la France espère un accord contraignant pour limiter le réchauffement de la Terre en deçà de 2°C d'ici à la fin du siècle.

Le président français a entamé, jeudi, une

visite dans l'archipel durement touché par des tempêtes, tsunamis et déplacements de populations liés au réchauffement de la planète.

«La solidarité face au changement climatique»

«Nous espérons que nous écrivons ensemble l'Histoire à Paris en décembre et que nous ne nous contenterons pas de la

regarder se dérouler en simples spectateurs», affirment les deux chefs d'Etat dans leur appel.

«Les pays en développement qui ont le moins contribué au changement climatique sont ceux qui souffrent le plus de ses effets», soulignent-ils avant d'en appeler «à la solidarité et à la justice face au changement climatique» mais aussi à la «solidarité financière et technologique».

Fil T.

Félin le plus rare du monde

La panthère de l'Amour fait un retour prometteur dans la nature

Selon le dernier recensement relayé par le Fonds mondial pour la nature (WWF), le nombre de panthères de l'Amour aurait doublé depuis 2007 grâce aux efforts mis en place pour la conservation de l'espèce. Bonne nouvelle pour le félin le plus menacé du monde ! Une récente étude menée par le Fonds mondial pour la nature (WWF) estime que ses populations ont remarquablement augmenté au cours de ces dix dernières années.

Classifiée en tant qu'espèce en «danger critique d'extinction» depuis 1996 par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la panthère de l'Amour, ou panthère de Chine, rassemblait en 2007 seulement 14 à 20 représentants sauvages adultes et 5 ou six petits.

Alors que la situation semblait désespérée, de nouveaux travaux de recensement font état d'un résultat très encourageant.



Une soixantaine de représentants à l'état sauvage

L'enquête a été menée sur des zones couvrant le sud-est de la Russie et le nord-est de la Chine. Ces régions sont connues pour abriter les dernières populations de panthères de l'Amour (Panthera pardus orientalis).

Pour comptabiliser les félins, les experts du WWF ont analysé plus de 10 000 images récoltées par des pièges photographiques comme celles de la vidéo ci-des-

sus. Les résultats de leur investigation indiquent l'existence de 57 individus en Russie et 8 à 12 autres en Chine.

Bien que cette proportion soit encore faible, il s'agit là d'une augmentation significative puisque les populations ont doublé en moins d'une décennie. De ce fait, les autorités en charge de la conservation s'avèrent plutôt optimistes quant au futur de l'espèce.

La récompense de nom-

breuses années d'efforts

«Cette forte hausse du nombre de panthères de l'Amour est une nouvelle preuve que les populations de grands félins, même en danger critique d'extinction peuvent se rétablir si nous protégeons leur habitat et travaillons ensemble sur les efforts de conservation», a déclaré dans un communiqué Barney Long, responsable de la conservation des espèces asiatiques pour le WWF. Il ajoute : «Il reste encore beaucoup de travail à faire afin d'assurer un avenir sûr aux panthères de Chine, mais ces chiffres montrent que les choses évoluent dans la bonne direction». Parmi les initiatives mises en place, on compte notamment la création d'un parc national dans l'Extrême-Orient russe couvrant une zone de plus de 250 hectares et de nombreuses équipes assignées au suivi et à la protection des félins contre le braconnage.

R. E.

Loi autorisant l'oléoduc Keystone XL Obama appose son veto

LE PRÉSIDENT américain Barack Obama a opposé mardi son veto à la loi, votée par le Congrès à majorité républicaine, autorisant la construction de l'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les Etats-Unis.

En usant de son veto, M. Obama veut conserver son pouvoir de décision sur ce projet controversé, en particulier pour des raisons environnementales, sur lequel il ne s'est pas encore prononcé sur le fond.

Les associations environnementales et nombre de démocrates jugent que ce projet va à l'encontre de la lutte contre le changement climatique et mettent en garde contre les risques de fuite posés par l'oléoduc.

Il s'agit du premier veto de M. Obama depuis que les républicains ont pris le contrôle total du Congrès en janvier et de son troisième seulement depuis son arrivée à la Maison-Blanche en 2009.

G. Y.

CHU de Beni-Messous

En quête de réorganisation pour un meilleur accueil des malades

■ La quête d'une réorganisation pour une meilleure prise en charge des malades figure parmi les principales préoccupations du CHU de Beni-Messous, a affirmé son chef de service d'hématologie, le P^r Nekkal Salah.

Par Souhila K.

Présidant les Journées médicochirurgicales organisées par le Centre hospitalo-universitaire (CHU), le P^r Nekkal a précisé, en marge de cette rencontre que l'axe principal de cette dernière consiste à aboutir à la mise en place d'un réseau de prise en charge des malades qui affluent vers cette structure. «L'hôpital reçoit un nombre important de malades qui sont directement orientés par d'autres structures de la capitale vers le service de pneumologie lequel est très réputé, alors qu'ils sont censés passer d'abord par celui des urgences chirurgicales», a-t-il précisé. Ces Journées, a-t-il



Ph. > D. R.

ajouté, visent également à «identifier les principales préoccupations auxquelles font face les praticiens de cette structure», et

s'articulent sur trois thèmes, que sont la cancérologie, la stomatologiste ainsi que la douleur thoracique aiguë. S'agissant de la

cancérologie, le P^r Nekkal s'est félicité que le CHU de Beni-Messous soit doté d'un centre anti-cancer (CAC), et qui

accueille quotidiennement entre 40 et 50 malades pour des soins de jour. «Nous essayons de nous rapprocher autant que possible du programme du président de la République de lutte contre le cancer», a poursuivi le spécialiste, reconnaissant, néanmoins l'existence de contraintes liées aussi bien à cette spécialité qu'à bien d'autres. Assurant uniquement des soins de chimiothérapie, le CAC relevant de ce CHU ne peut accueillir ainsi les malades nécessitant des radiothérapies, lesquels sont contraints de se rendre ailleurs, a-t-il argumenté. La structure hospitalière est également en attente de la réalisation d'un service dédié exclusivement à la chirurgie liée à toutes les pathologies de cancers, sachant que seule celle du sein existe à l'heure actuelle, a-t-il fait savoir. La rencontre qui s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre des cycles de formation continue, sera sanctionnée par une série de recommandations résumant les préoccupations exprimées par les différents intervenants. S. K.

Lutte contre le cancer

Les efforts déployés à Sétif salués par une délégation de l'OMS

Une délégation d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en visite à Sétif depuis deux jours, a salué les efforts déployés dans cette wilaya en matière de lutte contre le cancer, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Direction de la santé. Cette délégation de 6 personnes dont, également, des représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), est venue s'enquérir de l'expérience algérienne en matière de prévention et de soins anti-cancer, menée dans le cadre du

programme national de lutte contre cette maladie, a ajouté la responsable de la cellule de communication, Ryma Boussouar. Les experts étrangers, accompagnés d'un cadre du ministère de tutelle, ont notamment visité le Centre anti-cancer (CAC) et ses services de chimiothérapie et de radiothérapie, Dar Essabr (une structure mixte du CAC chargée de la prise en charge des malades et de leurs parents lorsqu'ils ne résident pas à Sétif). Ils ont également visité les différents services du centre hospitalo-universitaire (CHU)

Saadna-Abdenour où ils ont pris connaissance du registre du cancer, un outil (le premier à avoir été créé en Algérie) de surveillance et de recherche d'intérêt local et national destiné à orienter et à suivre les mesures de santé publique dans ce domaine. Selon la même source, la délégation de l'OMS et de l'AIEA a constaté, au CAC de Sétif, que cette structure de soins spécialisés a traité, entre juillet et décembre 2014, soit durant un laps de temps très court, pas moins de 7 373 patients. N. T/agence

Selon une étude

Boire du café pourrait réduire le risque de sclérose en plaques

Boire plusieurs tasses de café par jour réduirait le risque de sclérose en plaques, révèle une analyse d'études menées en Suède et aux Etats-Unis, publiée jeudi sur le site l'Académie américaine de neurologie. «La consommation de caféine a déjà été liée à une réduction du risque de la maladie de Parkinson et d'Alzheimer et notre étude montre aussi des effets protecteurs potentiels contre la sclérose en plaques», souligne la D^r Ellen Mowry, une neurologue de la faculté de médecine de l'Université Johns Hopkins à Baltimore (nord-est), principal auteur de cette analyse. Cela

«conforte l'idée que cette substance pourrait avoir des effets bénéfiques pour le cerveau», a-t-elle ajouté. Les résultats feront l'objet d'une présentation à la conférence annuelle de l'Académie américaine de neurologie qui se tiendra à Washington du 18 au 25 avril prochain. Les chercheurs ont analysé une étude suédoise menée sur 1 629 personnes atteintes de sclérose en plaques et 2 807 autres sujets sains. Ils ont également analysé les données d'une recherche aux Etats-Unis conduite sur 1 159 personnes souffrant de cette maladie et 1 172 autres qui étaient en

bonne santé. Les études ont établi les habitudes de consommation de café parmi les participants atteints de sclérose en plaques de un à cinq ans avant l'apparition des symptômes aux Etats-Unis et jusqu'à dix ans avant dans le groupe suédois. Les chercheurs les ont comparé avec la consommation de caféine des participants en bonne santé pendant des périodes similaires. D'autres facteurs ont également été pris en compte, comme l'âge, le sexe, l'indice de masse corporelle et les habitudes d'exposition au soleil. Dans le groupe suédois ceux qui ne buvaient pas de café avaient une fois et demie plus de

risques de développer la sclérose en plaques que ceux qui en prenaient au moins six tasses quotidiennement. Dans la cohorte américaine, l'accroissement du risque pour cette maladie a été similaire mais comparée à ceux qui consommaient au moins quatre cafés par jour un an avant l'apparition des symptômes. «La caféine devrait faire l'objet de recherche sur son impact sur les sclérose en plaques», estime la D^r Mowry. La sclérose en plaques est une maladie neurologique auto-immune chronique du système nerveux central. D. B.

Ebola

Augmentation du nombre de personnes atteintes en Sierra Leone

Le Centre national de réponse à Ebola en Sierra Leone s'est dit consterné par l'augmentation du nombre de cas de l'épidémie au cours des derniers jours, déplorant des «enterrements non-hygiéniques». Le responsable du centre, Pallo Conteh, a attribué cette augmentation au fait que les citoyens continuent de bafouer les lois «impunément». «Nous commençons à observer une augmentation des activités d'enterrements non-hygiéniques, surtout dans l'ouest du pays et dans

d'autres districts», a-t-il dit. Lundi, un orphelinat près de Freetown abritant 25 enfants a été placé en quarantaine après qu'un membre du personnel eut contracté le virus Ebola. Le virus se transmet par contact direct avec les fluides corporels des patients présentant les symptômes, notamment fièvre, vomissements et saignements. La Sierra Leone a annoncé mercredi une nouvelle campagne de porte-à-porte pour combattre l'épidémie d'Ebola dans l'ouest après une

augmentation du nombre de cas dans cette partie du pays. Une campagne du même type menée en décembre 2014 par des centaines de volontaires durant deux semaines avait permis de découvrir de nombreux cas. La Sierra Leone, où Ebola a provoqué en un an 3 400 décès sur plus de 11 000 cas, fait partie avec la Guinée et le Liberia des trois pays les plus touchés par la maladie. R. K./ APS

Selon l'OMS Le choléra menace la Syrie

EN SYRIE, les conditions sanitaires se dégradent dangereusement depuis le début du conflit. Des épidémies comme la typhoïde et l'hépatite A se propagent dans les régions contrôlées par les rebelles. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'inquiète «tout particulièrement, à l'approche de la saison chaude, d'une possible apparition du choléra, notre plus grande crainte». Car si le choléra est une maladie fréquente en temps de pluie dans des pays tels que le Mozambique ou le Nigeria (particulièrement touchés actuellement), les situations sanitaires précaires renforcent la propagation de l'épidémie. 3 à 5 millions de cas de choléra chaque année dans le monde, infection très contagieuse qui se transmet notamment par de l'eau souillée et qui entraîne des diarrhées et une déshydratation qui peuvent être mortelles si elles ne sont pas traitées, le choléra trouverait ainsi, en Syrie (un pays totalement désorganisé où la chaleur devrait s'installer dans les prochains mois), un terrain propice à son développement. Selon les estimations de l'OMS, il y a, chaque année dans le monde, 3 à 5 millions de cas de choléra, avec 100 000 à 120 000 décès. R. S.

Ghardaïa

Plus de cinquante projets d'investissement validés

■ Ces projets, figurant parmi 79 dossiers examinés, totalisent un investissement dépassant les cinq milliards DA et devront générer plus de 1 550 emplois directs, et autant d'emplois indirects.

Par Salim O.

Cinquante cinq projets d'investissement pour la création de PME ont été validés par le comité d'assistance et localisation et la promotion de l'investissement et de régulation foncière (Calpiref) de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris jeudi à la Direction locale de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement. Ces projets, figurant parmi 79 dossiers examinés, totalisent un investissement dépassant les cinq milliards DA et devront générer plus de 1 550 emplois directs, et autant d'emplois indirects, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Abdelkrim Miloudi. Localisés sur une superficie globale de près

de 30 hectares, ces projets se répartissent sur les treize communes que compte la wilaya, a-t-il fait savoir. L'analyse sectorielle desdits projets fait ressortir une prédominance du secteur de l'industrie avec 55 %, suivi du tourisme et de l'environnement (recyclage et récupération de papier) avec 45 %, a-t-il précisé. Les mesures d'encouragement prises par l'Etat en matière d'investissement dans le Sud et les potentialités de la région, séduisent de plus en plus les investisseurs, notamment dans les secteurs industriel et touristique, a souligné M. Miloudi. Un constat illustré par la présence de grands groupes industriels qui veulent réaliser des projets d'envergure, notamment l'appareillage



R.P. > D.R.

électronique, les cosmétiques et les matériaux de construction, a-t-il déclaré. Pour faire face à cet engouement, les autorités locales s'attèlent à mobiliser des réserves foncières dans les différentes zones d'activité des communes ainsi que dans les zones industrielles, a assuré le même responsable. Pour également renforcer cette dynamique, les pouvoirs publics ont lancé de nombreux projets de création de zones

industrielles et d'activités, telles que les zones industrielles de Oued-Nechou (Ghardaïa) de 100 hectares et d'Oued Métili (300 ha), dédiées exclusivement aux grandes Unités industrielles, ainsi que cinq nouvelles zones d'activité en cours de création à Métili-2 (50 ha), Métili El-Djadida (60 ha), El-Menea (50 ha), Berriane Madagh (17 ha) et Laroui (16 ha), a-t-il ajouté.

S.O./APS

Mila

Importants projets pour promouvoir l'agriculture à Teleghma

D'importants investissements destinés au développement du secteur agricole sont engagés dans la commune de Teleghma (sud de la wilaya de Mila), a indiqué jeudi le directeur des services agricoles (DSA), Rabah Ferdas. Ce responsable a notamment fait état, dans ce contexte, de la construction d'ouvrages de stockage de céréales d'une capacité d'un demi-million de quintaux, destinés à renforcer les capacités d'emmagasinement de cette wilaya à vocation agricole, a précisé M. Ferdas au cours d'une réunion du conseil de wilaya, organisée exceptionnellement à Teleghma pour passer en revue et évaluer les actions de développe-

ment qui y sont initiées. Les silos de stockage, inscrits à l'indicatif de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Chelghoum-Laid, ont été confiés à une entreprise chinoise spécialisée, a fait savoir le DSA, annonçant la programmation d'une autre opération portant sur la réalisation de chambres froides totalisant 10 000 m². En plus de la céréaliculture, la région de Teleghma, connue également pour ses productions de pomme de terre, d'ail et de carottes, a bénéficié d'un périmètre d'irrigation agricole de 4 400 hectares alimenté à partir du barrage de Béni Haroun. Un périmètre «porteur de beaucoup d'espoir» dont

les travaux d'aménagement «touchent à leur fin», selon M. Ferdas. Par ailleurs, a-t-on souligné lors de ce conseil de wilaya, la daïra de Teleghma, qui compte trois communes (Teleghma, Oued Seggane et Mchira) a aussi bénéficié d'actions portant sur l'ouverture de 15,5 km de pistes rurales, pour 18,6 millions de dinars, et sur la pose de 3,2 km de lignes électriques (4 millions de DA) pour la desserte d'exploitations agricoles. L'aide publique accordée à la daïra de Teleghma au titre du soutien des différentes filières agricoles est estimée à 1 milliard de dinars, a également révélé le directeur des services agricoles.

N.T./APS

Tissemsilt

Des d'habitants de Selmana protestent contre les coupures d'électricité

Des dizaines d'habitants du village de Selmana, dans la commune de Layoune (Tissemsilt), ont protesté jeudi contre les coupures répétées du courant électrique, bloquant la circulation routière sur le chemin de wilaya (CW 77) reliant les wilayas de Tissemsilt à Djelfa, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale. Près de 80 protestataires ont bloqué la circulation sur le CW 77 en utilisant des pierres et autres objets hétéroclites pour exprimer leur colère face aux coupures et perturbations de l'électricité induites par les intempéries enregistrées depuis le début de cette semaine. Ils ont également exprimé, lors de ce mouvement de protestation, «leur solidarité avec un jeune, mort par asphyxie au gaz jeudi matin, partant de l'hypothèse que la victime a péri dans un incendie déclenché dans sa mai-

son à cause de l'utilisation d'une bougie fautive de courant électrique», a indiqué le P/APC. Pour sa part, la direction de wilaya de

Sonelgaz a expliqué que les coupures d'électricité relevées dans certaines régions de la wilaya, dont le village de Selmana, sont

dues aux intempéries ayant endommagé la ligne principale de 60 kilovolts alimentant les parties nord-est et sud de la wilaya. F.J.

Relizane

Seize transformateurs pour renforcer le réseau

Le réseau d'électricité dans la wilaya de Relizane a été renforcé par 16 transformateurs de basse tension, a-t-on appris jeudi du directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO) à Relizane.

Ces nouveaux transformateurs ont été installés dans plusieurs régions de la wilaya dans le cadre d'un programme d'urgence de 72 transformateurs dont a bénéficié la wilaya de Relizane pour un coût de 392 millions DA, a indiqué Karim Bendjaafar lors d'une conférence de presse. L'opération d'installation de 40 transformateurs électriques de ce programme a été lancée depuis quelques mois au profit de zones éloignées, de même que celle des 32 autres pour les zones urbaines.

Les travaux d'installation de 56 transformateurs du programme en cours ont atteint des taux

d'avancement de 50 à 60 %, a ajouté le même responsable. Il est prévu la réception de tous les transformateurs de ce programme à la fin du mois de mai prochain. Par ailleurs, le réseau de haute tension de la région a été renforcé par quatre transformateurs en cours de réalisation dans les communes de Mediouna, Hmadna, Zemmoura et la nouvelle ville Adda Benaouda, dans la périphérie-sud du chef-lieu de wilaya. Relizane a bénéficié l'an dernier d'un programme d'urgence comportant 83 transformateurs électriques entrés tous en service pour réduire les coupures de courant, a indiqué le même responsable.

Le réseau électrique dans la wilaya s'étend sur 6 450 kilomètres assurant des prestations à plus de 146 000 abonnés, selon SDO.

L.K.

Jijel

Plus de 1 300 logements sociaux attribués en 2015

UN ENSEMBLE de 1 323 logements publics locatifs (LPL) sera attribué durant l'année 2015 dans la wilaya de Jijel, a-t-on appris jeudi, auprès du wali, Ali Bedrici, en marge d'une réunion consacrée au secteur de l'habitat. L'attribution de ces logements, qui donneront préalablement lieu à la remise de pré-affectations aux bénéficiaires, sont répartis à travers 16 communes de la wilaya, selon le même responsable qui a précisé que la distribution de ce quota sera effectuée en deux tranches, à savoir 633 unités durant le premier semestre de 2015 et 690 autres au cours du second semestre. Les responsables présents à cette séance de travail ont été instruits à l'effet de «prendre toutes les mesures nécessaires» afin d'assurer l'attribution de ces logements dans les délais impartis. Pour rappel, 2 660 logements LPL ont été attribués à travers 17 communes de la wilaya durant l'année 2014, tandis que 6 400 autres unités du même segment sont en cours de réalisation.

S.M.

Bordj Bou Arreridj 7 000 postes de formation professionnelle offerts

PLUS de 7 000 postes de formation professionnelle sont offerts pour la rentrée du 1^{er} mars prochain dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué jeudi la directrice du secteur, M^{me} Djazira Imtitan. Il s'agit, a-t-elle précisé, de 2 080 postes d'apprentissage, 1 810 pour la formation-passerelle (formule destinée aux jeunes ayant obtenu des diplômes mais restés durant trois années confrontés au problème d'insertion professionnelle) et 1 650 pour la formation résidentielle. Parmi ces nouvelles places figure également un total de 560 postes réservés aux femmes au foyer, 340 places pour la formation contractuelle, outre 900 postes proposés par des établissements de statut privé, a ajouté M^{me} Imtitan. La même responsable a fait état de l'organisation, avec le concours des établissements de jeunesse, de journées «portes ouvertes» et de la mise en place de caravanes de sensibilisation, animées par des conseillers à l'orientation de la direction de la formation professionnelle, et ponctuées par la distribution de près de 40 000 dépliants renseignant sur les conditions d'accès et les spécialités proposées. R.R.



Selon l'armée tunisienne

Le conflit en Libye ne représente pas «un danger imminent»

■ «La situation en Libye n'est pas stable mais les différents partis se combattent les uns les autres, la Tunisie, pour eux, n'est pas une priorité».

Synthèse Mondji Tahri

Le chaos en Libye ne représente pas un danger imminent pour son voisin tunisien, a estimé jeudi le porte-parole du ministère de la Défense, tout en assurant que l'armée était prête à toute confrontation. «La situation à la frontière (avec la Libye) est stable, il n'y a pas de danger», a jugé Belhassen Oueslati à l'antenne de la radio Shems FM. «La situation en Libye n'est pas stable mais les différents partis se combattent les uns les autres, la Tunisie, pour eux, n'est pas une priorité», a-t-il encore assuré. M. Oueslati a néanmoins rappelé qu'un dispositif militaire accru était en place à la frontière avec la Libye depuis le dernier trimestre 2014 et que l'armée était prête si nécessaire à affronter des incursions sur son territoire. «Ce n'est pas la peine de s'inquiéter», a-t-il insisté. Livrée aux milices et plongée dans le chaos, la Libye est dirigée par

deux Parlements et deux gouvernements rivaux, l'un proche de la coalition de milices Fajr Libya, qui contrôle la capitale Tripoli, l'autre reconnu par la communauté internationale et siégeant à Tobrouk (Est). Par ailleurs, la Libye fait face à l'émergence d'une branche du groupe Etat islamique qui a revendiqué plusieurs attentats et effectué des percées dans plusieurs villes du pays. La frontière tuniso-libyenne est un haut lieu de trafics en tous genres, en particulier de carburant libyen bon marché. Le Sud tunisien vit pour une large part de la contrebande et des troubles sociaux y éclatent régulièrement lorsque la frontière est fermée en raison de problèmes sécuritaires ou de conflits politico-diplomatiques.

Treize terroristes, dont 5 femmes arrêtés à Kasserine

Treize individus, dont 5 femmes ont été arrêtés à



Ph. : DR

Kasserine, alors qu'ils planifiaient des attaques contre des agents de l'ordre et des unités sécuritaires mobiles, rapporte hier, l'agence tunisienne (TAP). Selon l'agence qui cite un communiqué du ministère tunisien de l'Intérieur, ce groupe terroriste appartient à la même cellule terroriste qui avait pris pour cible, le 17 février, quatre gardes nationaux dans la localité de Boulaaba du gouvernorat de Kasserine. Ce groupe, dont certains membres avaient suivi un entraînement militaire en Libye,

est en relation directe avec la brigade «Okba Ibnou Nafaa», ajoute le communiqué, faisant remarquer que l'interrogatoire a permis de révéler l'une des cachettes de ce groupe terroriste située au sommet du Mont Chaâmbi. Se rendant sur les lieux, les forces de l'ordre ont saisi une quantité d'ammonitrate, des cartes des cibles planifiées, des cartes d'identité, des ordinateurs, des téléphones portables et des cartes SIM.

La tenue d'élections

municipales en 2015 improbable

La tenue d'élections municipales en Tunisie en 2015 est improbable faute de temps nécessaire pour la promulgation préalable de l'arsenal législatif nécessaire à cette opération, a indiqué l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). «Au vu du rythme d'avancement du travail législatif, il serait difficile de tenir les élections municipales cette année», a affirmé à la presse le président de l'ISIE Chafik Sarsar cité par l'agence TAP. La tenue d'élections municipales cette année a nécessité la promulgation préalable de lois, dont un texte portant généralisation des municipalités sur toute l'étendue du territoire national, comme le prescrit la Constitution, de même que la fixation des compétences et budgets des conseils régionaux et locaux. Après les législatives et la présidentielle fin 2014 saluées par la communauté internationale, la Tunisie fait figure de modèle de transition démocratique réussie depuis la révolution de janvier 2011, qui a conduit à la chute de l'ancien régime de Ben Ali. M. T.

Libye

L'Otan préoccupée par la «terrible situation»

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) est «particulièrement préoccupée par la terrible situation» en Libye, et est prête à soutenir ce pays en crise, a indiqué jeudi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. «Nous sommes particulièrement préoccupés par la terrible situation en Libye», a déclaré M. Stoltenberg au cours d'une conférence de presse à Rome à l'issue d'un entretien avec le Chef du gouvernement italien Matteo Renzi. «L'Otan est prête à soutenir la Libye pour sa sécurité comme l'a demandé

le gouvernement libyen» soutenu par la communauté internationale, a ajouté le secrétaire général de l'Otan, cité par l'AFP. Le Chef du gouvernement italien a réitéré son soutien au gouvernement de Tobrouk en Libye, souhaitant que les efforts de médiation de l'ONU permettent d'aboutir à une «paix durable». «Nous pensons qu'il faut partir du gouvernement de Tobrouk et nous espérons que les efforts de l'ONU permettront d'arriver à une paix durable en partant d'un gouvernement élu de manière démocratique», a déclaré M. Renzi. Le

Parlement libyen reconnu par la communauté internationale a décidé lundi de suspendre sa participation au dialogue organisé sous l'égide de l'ONU, en précisant qu'il en expliquera ultérieurement les raisons. En crise depuis la chute en 2011 de l'ancien régime, la Libye est dirigée par deux Parlements parallèles et deux gouvernements rivaux, l'un proche de la coalition de milices Fajr Libya, qui contrôle la capitale Tripoli, l'autre reconnu par la communauté internationale.

Lamia K./APS

Sahara occidental

Des organisations onusiennes appellent les donateurs à poursuivre leur aide

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et d'autres agences des Nations unies ont lancé un appel aux donateurs pour qu'ils continuent d'appuyer les besoins alimentaires des Sahraouis qui vivent dans les camps de réfugiés de Tindouf (Algérie) mettant en garde contre l'insuffisance du financement pour couvrir leurs besoins pendant le deuxième semestre de l'année, a rapporté l'agence de presse sahraouie. La directrice adjointe du PAM en Algérie Francesca Caponera a affirmé que «la suspension de l'assistance humanitaire du PAM aurait un impact sévère sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés et pourrait avoir aussi des conséquences imprévisibles sur la stabilité de la région». Elle

a averti que «les réfugiés du Sahara occidental vivent dans une zone désertique près de la ville de Tindouf où les conditions sont extrêmement dures et ils restent fortement dépendants de l'aide humanitaire externe pour leur survie», ajoute la même source. Le PAM a lancé cet appel lors d'une session d'information tenue mercredi à Alger, précise SPS. Le représentant de l'UNHCR en Algérie Ralf Gruener a pour sa part soutenu que l'ampleur sans précédent des urgences humanitaires dans le monde entier a éclipsé la crise prolongée des réfugiés sahraouis et a eu un impact négatif sur l'appui des donateurs. «L'assistance alimentaire est particulièrement touchée et, à moins que de nouveaux fonds soient

mis à disposition, les Nations unies se verront forcées de suspendre partiellement leur aide alimentaire en juillet 2015», a-t-il dit. Le représentant de l'Unicef en Algérie, Thomas Davin a indiqué que «les réfugiés vivant dans les camps sont très inquiets en raison des coupes dans l'assistance alimentaire, puisque les

mécanismes d'adaptation sont très limités». Le PAM soutient les réfugiés du Sahara occidental en Algérie depuis 1986. Dans les camps des réfugiés sahraouis, la distribution générale des vivres se combine avec le programme de prévention et de traitement de la sous-nutrition et le programme d'alimentation scolaire qui vise à

encourager la scolarisation et l'assiduité des enfants réfugiés. Toute l'assistance du PAM en Algérie est effectuée et suivie en collaboration avec des organisations nationales et internationales qui s'assurent que l'aide parvienne jusqu'à ses destinataires.

Maya F./SPS

L'Algérie et le Kenya réaffirment leur soutien aux efforts de l'ONU

L'ALGÉRIE et le Kenya ont réaffirmé leur soutien aux efforts de l'ONU en vue de parvenir à une solution politique qui pourvoie à l'autodétermination du peuple sahraoui, indique un communiqué conjoint rendu public jeudi à l'issue de la visite d'Etat effectuée en Algérie par le président kenyan, Uhuru Kenyatta, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. «Abordant la question du Sahara occidental, les deux chefs d'Etat ont réaffirmé leur soutien aux efforts du secrétaire général de l'ONU, Ban ki-moon et son Envoyé spécial, Christopher Ross, visant à parvenir à une solution politique, mutuellement acceptable, qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations unies», souligne le communiqué conjoint. «Dans ce contexte, ils ont réitéré leur solidarité avec le peuple de la République arabe sahraouie démocratique dans ses efforts visant à réaliser ses aspirations nationales», ajoute la même source. M.F.



Irak

L'EI détruit des antiquités et retient 220 chrétiens de Syrie

■ Les jihadistes du groupe État islamique ont détruit dans le nord de l'Irak des trésors pré-islamiques et ont été la cible de frappes de la coalition dans le nord-est de la Syrie, où ils ont enlevé plus de 220 chrétiens assyriens.

Les combattants du groupe sunnite radical ont réduit en miettes des statues, frises et autres trésors pré-islamiques, selon une vidéo mise en ligne jeudi par le groupe.

Ils ont vandalisé à coups de masse d'imposantes pièces notamment dans le musée de Mossoul, dont les collections renferment des objets inestimables des périodes assyrienne et hellénistique, datant de plusieurs siècles avant l'ère chrétienne.

Des experts ont confirmé et déploré ces destructions, qu'ils ont comparées à la démolition des Bouddhas de Bamiyan par les talibans en Afghanistan en 2001. La directrice générale de l'Unesco a immédiatement réclamé la convocation d'une réunion de crise du Conseil de sécurité des Nations unies.

Thomas Campbell, le directeur du Metropolitan Museum de New York (Met), l'un des plus grands musées du monde, a qualifié la destruction de «catastrophique» et a fait part de sa «grande tristesse». «Une telle brutalité gratuite doit cesser,

avant que tous les vestiges de l'ancien monde soient anéantis», a-t-il ajouté.

En Syrie, ces trois derniers jours, près de 1 000 familles d'Assyriens, soit quelque 5 000 personnes, ont fui leur domicile pour trouver refuge à Hassaké et Qamichli, deux villes du nord-est tenues par les forces kurdes et gouvernementales, selon un responsable assyrien.

Joint par téléphone à Hassaké, Danny Jano, 35 ans, a expliqué à l'AFP avoir fui en pyjama avec sa femme et ses deux filles en apprenant que les jihadistes approchaient de son village. «Les combats ont commencé lundi à 04h00 du matin. Nous avons entendu le bruit des armes automatiques et des bombardements durant sept heures avant de décider d'abandonner notre maison», a-t-il raconté.

Dans un nouveau bilan, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état du rapt de 220 personnes, contre 90 précédemment, depuis lundi.

Les Assyriens ont été enlevés dans la région de Tall Tamer, à une vingtaine de km à l'ouest de Hassaké, où l'EI contrôle désor-



mais 10 villages chrétiens, selon l'ONG. La ville de Tall Tamer demeure elle sous le contrôle de forces kurdes.

Des raids de la coalition internationale contre l'EI ont eu lieu autour de Tall Tamer, selon cette même source qui n'a pas fourni dans l'immédiat un bilan des victimes des frappes.

Selon Oussama Edward, directeur du Réseau assyrien des droits de l'Homme basé en Suède, les otages assyriens ont été emmenés à Chaddadé, un fief de l'EI au sud de Hassaké, et pourraient servir de bouclier humain.

Au moins 35 combattants de l'EI et 25 membres des forces kurdes et assyriennes ont été tués dans les combats dans la région ces trois derniers jours, selon l'OSDH.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a «condamné fermement» ces enlèvements de chrétiens, qui sont les premiers de cette ampleur en Syrie, estimant que «de tels crimes montrent une

nouvelle fois la brutalité de l'EI».

Jeudi, le chef de renseignement américain, James Clapper, a estimé que la «sauvagerie brutale» des combattants de l'organisation EI, avec les décapitations d'otages et l'immolation d'un pilote jordanien, avaient eu «un effet galvanisant» sur les opinions publiques à travers le Moyen-Orient.

Toutefois, a-t-il affirmé devant la commission des Forces armées du Sénat, le combat contre l'EI n'est pas une priorité pour la Turquie, et cela favorise le transit sur son sol de combattants étrangers se dirigeant vers la Syrie.

Par ailleurs, le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Antonio Guterres, a déclaré que la crise des réfugiés syriens atteignait «un tournant dangereux» et a demandé aux Européens et aux pays du Golfe de se montrer plus généreux et plus accueillants.

En Syrie, la montée en force de l'EI a grandement éclipsé la

confrontation entre le régime de Bachar al-Assad, mis au banc par de nombreux pays occidentaux, et la rébellion, qui entrera le mois prochain dans sa cinquième année et a fait plus de 210 000 morts.

Le médiateur de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura sera à Damas aujourd'hui «pour y rencontrer de hauts responsables gouvernementaux à propos de la cessation des hostilités», a annoncé jeudi le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric.

Lors d'une rencontre mercredi avec trois parlementaires français, le président Bachar al-Assad a déclaré son appui à cette initiative, selon des participants à la réunion.

L'entretien de ces parlementaires avec Assad, avec lequel Paris n'entretient plus de relations, a été condamné par le président français François Hollande, qui a qualifié le chef de l'État syrien de «dictateur».



Points chauds

Arbitrage

Par Fouzia Mahmoudi

Au lendemain d'un second tour exceptionnel à la victoire particulière Jacques Chirac a décidé de nommer un inconnu à la tête de son prochain gouvernement. Jean-Pierre Raffarin dont le nom était encore très peu connu du grand public ou même des médias est ainsi devenu Premier ministre de la France. Dix ans plus tard, si personne ne pense à lui pour devenir le prochain président, il n'en reste pas moins que son avis et ses conseils restent très écoutés. C'est d'ailleurs lui qui en 2012 avait permis de régler en extremis la crise qu'a traversée l'UMP après l'élection présidentielle interne. Une crise qui sans l'intervention de Raffarin aurait certainement causé l'implosion pure et simple du parti. Or, aujourd'hui il continue à être une figure incontournable à droite et de nombreux regards se tournent vers lui pour être l'arbitre dans le duel qui oppose Sarkozy et Juppé. L'ex-Premier ministre a ainsi déclaré aujourd'hui qu'il entendait «veiller» à ce qu'Alain Juppé et Nicolas Sarkozy «ne se détruisent pas» dans le cadre de la primaire à droite pour la présidentielle de 2017. «Moi, mon travail, c'est de veiller à ce que l'un et l'autre ne se détruisent pas et que, compte tenu de ce que sera la situation, qu'on puisse avoir un candidat. Parce que ce que demandent les électeurs, c'est de changer les socialistes, qu'ils quittent le pouvoir. Je pense qu'un des deux (Alain Juppé ou Nicolas Sarkozy) sera désigné par les primaires», a-t-il assuré. Le sénateur de la Vienne a rappelé que, pendant qu'il était Premier ministre (2002-2005), il avait déjà œuvré en ce sens avec ses «deux ministres qui s'opposaient de manière assez forte: de Villepin et Sarkozy». «J'ai toujours veillé à ce qu'il puisse rester quelques fils de manière à ce qu'il n'y ait pas de rupture fatale». «Il est clair qu'Alain Juppé a de l'expérience, il est très attaché aux valeurs de rassemblement. Donc Alain Juppé a d'évidence la dimension d'un homme d'Etat. Nicolas Sarkozy, qui a été président de la République, a aussi la dimension d'homme d'Etat», a souligné Raffarin. Quel choix fera-t-il entre les deux hommes ? «J'aurai évidemment mon préféré le moment venu», a-t-il élué. «J'ai évidemment et j'aurai évidemment mon préféré», a-t-il répété en souriant. Ainsi, quel que soit le choix des électeurs de droite lors de la primaire qui désignera en 2016 le candidat officiel de l'UMP, l'une des priorités des politiques de droite sera de veiller à ce que ce choix ne crée pas un schisme qui ne fera que provoquer plus de dégât au sein d'un parti qui a été au bord de la rupture depuis 2012 et que le candidat désigné par les militants et sympathisants soit également approuvé par les cadres de l'UMP. F. M.

Ukraine

Trois soldats tués dans l'Est au moment où l'ONU se réunit

Les violences ont repris hier dans l'est séparatiste prorusse de l'Ukraine après une courte accalmie au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU veut tenir une réunion d'urgence sur le conflit qui a fait 5 800 morts en dix mois. Cette réunion intervient un an jour pour jour après la prise par un commando prorusse du Parlement de Crimée, étape qui déclencha l'annexion de la péninsule ukrainienne par la Russie, précédant l'explosion de violences dans l'Est. Le Conseil de sécurité, qui se réunit à la demande de la France et de l'Allemagne, va entendre des comptes-rendus de responsables de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), qui dispose d'équipes d'observateurs dans l'Est ukrainien, avant de mener des consultations à huis clos.

L'armée ukrainienne a fait état hier de trois soldats tués et sept blessés en 24 heures après deux jours de répit pendant lesquels aucun mort n'avait été enregistré, ce qui avait donné l'impres-

sion d'un cessez-le-feu globalément respecté.

Selon le porte-parole militaire ukrainien Andrii Lyssenko, les combattants rebelles ont attaqué «avec des chars et des mortiers» les positions ukrainiennes près des ruines de l'aéroport de Donetsk. M. Lyssenko a par ailleurs dénoncé «le redéploiement des forces ennemies» et relevé «des activités de renseignement sur toute la ligne de front».

Il a par ailleurs affirmé que les armes retirées par les rebelles se trouvaient «à une distance pouvant être parcourue en 30 minutes». Un journaliste de l'AFP a de son côté vu à Soledar, à 70 km au nord-est du fief rebelle de Donetsk, une colonne d'une vingtaine de canons antichar de 100 millimètres retirés de la ligne du front par les militaires ukrainiens.

Après avoir été inspectée par des observateurs de l'OSCE, cette colonne s'est dirigée dans la direction du nord-ouest et deux voitures de l'OSCE l'ont suivie. De son côté, le dirigeant de

la République populaire autoproclamée de Donetsk, Alexandre Zakharchenko, a affirmé jeudi que ses forces avaient déjà «retiré 90%» de leurs armes lourdes.

Le retrait de ces armes est prévu par les accords de Minsk 2 signés le 12 février avec la médiation du président français François Hollande et la chancelière allemande Angela Merkel et en présence du président russe Vladimir Poutine.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 15 février, les rebelles ont repris aux troupes ukrainiennes le noeud ferroviaire stratégique de Debaltsevo à mi-chemin entre les capitales rebelles de Donetsk et de Lougansk.

Tous les regards sont désormais tournés vers Marioupol, port stratégique sur la mer d'Azov et dernière grande ville de l'Est rebelle sous contrôle de Kiev où l'armée ukrainienne dénonce depuis des jours une concentration de troupes ennemies et le survol de drones.



Tizi Ouzou

Riche programme en hommage à Mouloud Mammeri

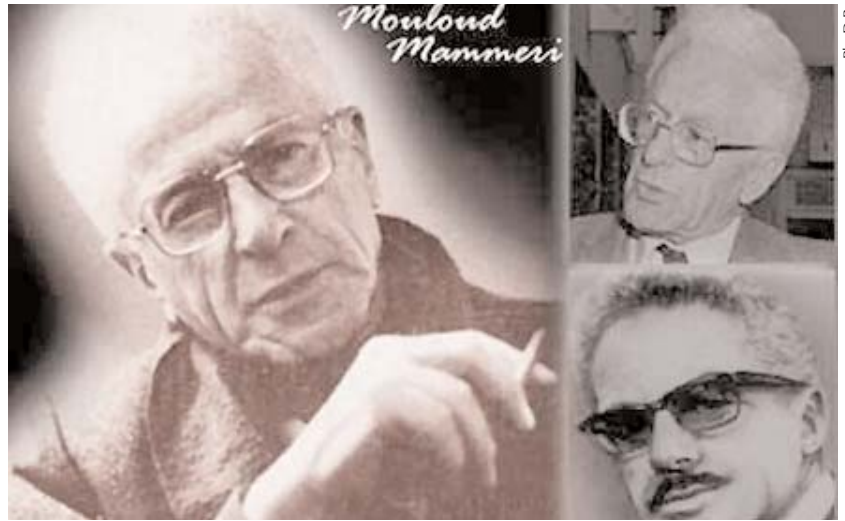
■ La 26^e anniversaire de la disparition de Mouloud Mammeri n'est pas passé sans mettre la lumière sur le parcours et l'œuvre de cet écrivain algérien. A Tizi Ouzou, plusieurs activités culturelles sont organisées jusqu'à samedi en hommage à cet écrivain d'Ath Yenni, sa ville natale. Des conférences, des expositions et des rencontres-débats autour de l'œuvre de Mouloud Mammeri sont au programme qui se poursuit jusqu'à ce soir. Ainsi, la Chaîne 4 de la Télévision algérienne a diffusé dans la soirée de mercredi une émission spéciale Mouloud Mammeri où les invités sont revenus sur la vie et l'œuvre de cet illustre homme de lettres.

Par Abla Selles

Vingt-six ans après la disparition de l'écrivain algérien Mouloud Mammeri, les hommes de lettres se souviennent encore de lui et lui rendent hommage en mettant l'accent sur sa contribution dans l'enrichissement de la scène littéraire algérienne. Déjà 26 ans depuis que les habitants d'Ath Yenni ont enterré l'écrivain de ce village de Tizi Ouzou.

A cette occasion, des activités culturelles sont organisées depuis jeudi dans la ville natale de l'écrivain pour lui rendre hommage. La direction de la culture de Tizi Ouzou, l'APC d'Ath Yenni et le mouvement associatif ont élaboré un programme de trois jours pour revenir sur la vie et l'œuvre de Mouloud Mammeri.

Ce programme qui a débuté jeudi se poursuit jusqu'à ce soir à Tizi Ouzou ville et dans la commune d'Ath Yenni, région natale de l'auteur de «*La colline oubliée*». Des conférences-débats, une cérémonie de recueillement sur la tombe du défunt écrivain, une animation culturelle et des expositions sont au programme des organisateurs. Dans cette localité, l'association Talwit, organisatrice de l'événement commémoratif, a fait appel à d'anciens élèves de Mammeri pour revenir sur les «*différentes étapes de confection de l'Amawal*», un lexique bilingue tamazight/français, élaboré au début des années 1970 sous sa direction. Des universitaires sont également présents à Ath Yenni pour parler de l'œuvre de cette



Ph. D.R.

grande figure de la littérature algérienne. La Maison de la culture, abritera, aujourd'hui, une journée d'étude sur l'œuvre et la vie de l'auteur de «*L'opium et le bâton*», avec au menu une série de communications qui aborderont, entre autres, «*l'engagement de Mouloud Mammeri pendant la guerre et sa consécration à la culture berbère après l'indépendance*», «*les rêves et les engagements de Mouloud Mammeri*» et «*l'histoire et ses traces dans*

l'œuvre de Mammeri».

Pour sa part, la Chaîne 4 de la Télévision algérienne a diffusé mercredi soir une émission spéciale sur l'écrivain, anthropologue et chercheur en langue amazighe Mouloud Mammeri décédé le 25 février 1989. Les invités de l'émission, le professeur et écrivain Djouhar Amhis, le directeur du Centre national de recherches en anthropologie, préhistoire et histoire d'Alger, Slimane Hachi, et l'écrivain jour-

naliste, Adessalem Abdenmour, sont revenus sur la vie et l'œuvre de cet illustre homme de lettres. Le riche parcours de cet écrivain et chercheur émérite en sciences humaines qui a consacré sa vie à l'écriture et à la recherche en patrimoine et langue amazighs, a ainsi été mis en exergue par les invités de cette émission spéciale.

A. S.

Festival d'Oran du film arabe

Un colloque sur le roman et le cinéma au programme

Une commission scientifique a été installée jeudi à Oran afin de préparer le colloque sur le roman et le cinéma arabe prévu dans le cadre de la 8^e édition du festival d'Oran du film arabe, a-t-on appris du commissaire de cette manifestation.

Cette commission est composée d'une pléiade d'académiciens et d'enseignants de l'université d'Oran et autres du pays, a

indiqué à l'APS, en marge de la cérémonie d'installation, Brahim Seddiki. Le commissariat du festival international du film arabe, prévu à partir du 3 juin prochain à Oran, œuvre à travers ce colloque à mettre la lumière sur la relation du cinéma avec le roman, en constante extension dans le monde de créativité arabe, a-t-il souligné.

Dans le même contexte, il a précisé que ce colloque ne porte pas une dimension littéraire, mais académique où les universitaires algériens et étrangers tenteront de débattre en toute objectivité du phénomène romanesque dans le cinéma arabe.

A titre d'illustration, des modèles de

romans adaptés en films seront présentés. Dans ce sens, le commissariat du festival œuvre à faire venir un nombre de romanciers arabes, à l'instar de Djamel El Ghitani, Alae El Assouani, Mohamed Es-Selmaoui et des figures du cinéma syrien et soudanais, a-t-on ajouté. Abordant les nouveaux contours de la huitième édition du festival international d'Oran du film arabe, qui durera une semaine, M. Seddiki a indiqué que les œuvres cinématographiques traitant de la glorieuse Révolution algérienne à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de son déclenchement se taillent la part du lion.

F. H.

Journées Kerdada du court-métrage à Boussaâda

Lever de rideau sur la rencontre

De jeunes cinéastes issus de 26 wilayas du pays participent aux premières journées nationales «Kerdada» du court-métrage, ouvertes jeudi à l'Institut national de l'hôtellerie et du tourisme de Boussaâda (M'sila). Une trentaine de courts-métrages traitent de divers aspects de la vie sociale et économique ainsi que de l'histoire de la Révolution seront projetés durant les trois jours que durera cette manifestation baptisée Kerdada, du nom d'un célèbre djebel de la région du Hodna.

La première séance a donné lieu à la projection de cinq œuvres, «*Le suicide*» de Redouane Belaâdjina Redouane, de Bordj Bou Arreridj, «*L'anniversaire*» de Driss Benchermine (BBA), «*Terrorisé*» de Youcef Soukat (Djelfa), «*Le coussin du cœur*» de Zina Bensaid (Alger) et «*Séquence*» de Farid

Noui (Sétif). Plusieurs artistes et comédiens dont Ahmed Kadri (Krikeche), Djamel Bounab, Yacine Boudjemline, Sid-Ali Bensalem et Wahiba Zekkal ainsi que la fille de la défunte artiste Fatima Berber, étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

La manifestation, initiée par l'Organisation nationale de la jeunesse algérienne, vise à découvrir de jeunes talents en matière de 7^e art et à adresser un «*clin d'œil*» à la région de Boussaâda qui fut le site du tournage de plusieurs films nationaux et étrangers dont «*Samson et Dalila*» de Cecil B. DeMille (1949), «*Les vacances de l'inspecteur Tahar*» de Moussa Haddad (1973), «*Chronique des années de brasse*» (1975) de Mohamed-Lakhdar Hamina et «*Le clandestin*» de Banamar Bakhti (1991).

L. B.

Vernissage de ce samedi à la galerie «El Yasmine» Un bel hommage à Souhila Belbahar

BLANCHI sous le harnais de son activité picturale, la doyenne de la peinture, Souhila Belbahar nous convie à un nouvel enchantement à la Galerie «el yasmine» où un vibrant hommage lui sera rendu ce samedi. Emu, le galeriste Mr Khelifati nous confiera que pas moins de 38 œuvres de l'artiste plasticienne prendront possession des lieux retraçant sa trajectoire picturale qui témoigne d'une recherche perpétuelle, multiforme, esthétique et plastique où des thématiques diverses sont dépeintes allant de l'art contemporain jusqu'à l'art rupestre sans oublier ses premières peintures primaires dont la femme pétale et ses bouquets enchanteurs. Pour cette figure incontournable de la peinture algérienne, native de Blida et octogénaire qui affirmait que Racim est son identité, Delacroix son maître, Picasso sa liberté, sa dynamique de création n'a point tari. Un détour dans son univers en vaudra bien la chandelle aussi bien pour les esthètes que les profanes.

Magda Malek

RENDEZ-VOUS CULTURELS

L'espace d'exposition «La Baignoire»

Jusqu'au 28 février : Exposition de photos intitulée Chawari3

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars : Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Jusqu'au 28 février :

L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, en partenariat avec la maison d'édition Synopsis

organisent une exposition de livres.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 28 février : 6e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufidi Zakaria

Jusqu'au 28 février : Exposition de l'artiste peintre Fatima Bisker

Galerie d'arts Asselah Hocine

Jusqu'au 28 février : Exposition de peinture de l'artiste Chafa Ouzzani.

Galerie d'arts Aïcha-Haddad

Jusqu'au 28 février : Exposition de l'artiste Ahmed Mebarki.

Théâtre régional Malek-Bouguerrouh de Béjaïa

Samedi 28 février : L'auteur Younes Adli animera son café littéraire autour de son ouvrage La Pensée Kabyale

Coup-franc direct



Et ça continue !

Par Anouar M.

Décidément, nos clubs devraient battre le triste record d'instabilité jamais réalisé dans aucun championnat, avec ces limogeages d'entraîneurs qui ne s'arrêtent pas. Ainsi, et encore une fois, un coach vient de sauter et qui n'est autre que celui du CSC, Belhout, pour insuffisance de résultats. Les dirigeants de club ne passent pas par trente-six mille chemins et décident tout de suite de limoger le coach pour donner l'impression qu'avec ce changement tout ira pour le mieux. Cependant, et dans beaucoup de cas, le changement de technicien ne change rien à la situation du club comme cela s'est vérifié dans pas mal d'équipes qui souffrent toujours d'insuffisances de résultats même avec le limogeage de leurs entraîneurs. Ces responsables de club ne veulent pas comprendre qu'ils sont, eux aussi, responsables dans ces résultats décevants de leur formation et doivent se remettre en question aussi. Pourtant, de nombreux présidents ont menacé de démissionner sans réellement passer à l'acte car il y a à boire et à manger dans la majorité des cas et ils ne lâcheront pas aussi facilement l'"affaire". Il devrait donc y avoir une charte et des lois qui réglementeraient la relation entre la direction et l'entraîneur qui pour la plupart du temps n'est pas protégée et se trouve facilement éjectée.

A. M.

Cordoue

Nabil Ghilas puni par son coach

Lattaquant algérien, Nabil Ghilas, n'a pas été convoqué pour le match de son équipe Cordoue sur le terrain de l'Espanyol Barcelone hier vendredi pour le compte de la 24^e journée du Championnat d'Espagne, «en guise de sanction», a indiqué l'entraîneur du club andalou Miroslav Djukic, cité par la presse d'avant match, a déploré l'attitude du joueur de 25 ans après une sortie nocturne la veille d'une séance d'entraînement matinale. «Ghilas est un leader dans l'équipe et doit se com-

porter comme tel. Sa non-convocation est une punition à son encontre, car il est censé donner l'exemple», a déclaré le technicien. Ghilas, qui compte 7 buts en Liga cette saison, joue à Cordoue depuis septembre dernier à titre de prêt du FC Porto (Portugal). Il n'a pas été retenu dans l'effectif de la sélection algérienne lors de la précédente Coupe d'Afrique de 2015 en Guinée équatoriale, après avoir contesté son statut de remplaçant lors du dernier match des éliminatoires contre le Mali, avait justifié le sélectionneur national, Christian Gourcuff.



porter comme tel. Sa non-convocation est une punition à son encontre, car il est censé donner l'exemple», a déclaré le technicien. Ghilas, qui compte 7 buts en Liga cette saison, joue à Cordoue depuis septembre dernier à titre de prêt du FC Porto (Portugal). Il n'a pas été retenu dans l'effectif de la sélection algérienne lors de la précédente Coupe d'Afrique de 2015 en Guinée équatoriale, après avoir contesté son statut de remplaçant lors du dernier match des éliminatoires contre le Mali, avait justifié le sélectionneur national, Christian Gourcuff.

Boxe/WSB (7^e Journée)

Les «Faucons du Désert» face à la Chine aujourd'hui à Blida

L'équipe algérienne «Faucons du désert» affrontera aujourd'hui 28 février à la salle Chalane-Hocine de Blida (17h30) les «Dragons» de Chine, pour le compte de la 7^e journée de World Series of boxing (WSB).



Toujours à la recherche de sa première victoire, la franchise algérienne était en stage au complexe sportif de Chéraga (Alger) depuis le 20 février, sous la houlette des entraîneurs nationaux Marchoud Bahous, Rabah Hamadache et Ouadahi Boualem, pour préparer cette rencontre qui s'annonce difficile. L'Algérie sera représentée dans cette rencontre du groupe (A), prévue en cinq combats par Zouheir Toudjine (49 kg), Khalil Litim (56 kg), Ahmed Boudiaf (64 kg), Ilyas Abadi (75 kg) et Samir Maslouh (91 kg).

Le jeune boxeur, Toudjine (18 ans), médaillé de bronze aux Championnats d'Afrique 2014 ouvrira le bal face à Jun Jun He. Il sera suivi par Litim (20 ans) face à Jia Wei Lu (25 ans), ensuite par Boudiaf qui croisera les gants face à Siri Ke Tuo Layi, alors qu'Abadi (75 kg) médaillé d'or aux JM-2013 affrontera Di Zhou.

Le dernier combat de cette soirée pugilistique est programmé dans la catégorie des (91kg) entre Maslouh et le Croate Josip Bipo Filipi. Les Desert Hawks d'Algérie (Gr. A) prennent part à cette compétition pour la troisième année consécutive. Le groupe B, quant à lui, est composé des «Condors» d'Argentine, «Astana» du Kazakhstan, «Italia Thunder» d'Italie, «Knockouts» des Etats-Unis, «Hussars» de Pologne, «Baku Fires» d'Azerbaïdjan, «Hurricanes» de Porto Rico et «Caciques» du Venezuela.

La première rencontre de la franchise algérienne prévue le 16 janvier contre l'équipe «Russian boxing», finaliste de la Saison II, et demi-finaliste de la 4^e édition, avait été reportée en raison du froid glacial qui avait sévi dans la ville russe devant abriter ce rendez-vous.

Coupe de la Confédération (tour préliminaire retour) Le MC Alger risque gros à Niamey

■Le MC Alger, tenu en échec à domicile par la formation du Sahel SC (0-0) lors de la manche aller du tour préliminaire de la Coupe de la Confédération de football, devra sortir le grand jeu à Niamey pour espérer rejoindre l'autre équipe algérienne, l'ASO Chlef, déjà qualifiée pour le second tour de la compétition.



Les Vert et Rouge au pied du mur

Par Anouar M.

Les Mouloudéens qui restent sur une défaite face à l'ASM Oran (2-1) en Ligue 1 Mobilis, n'auront pas la partie facile contre les Nigériens, lesquels rêvent d'un exploit, cet après-midi à l'occasion des matches retour prévus durant tout le week-end. Le Doyen avait pourtant bien géré le match de l'aller et avait dominé les débats, sauf que la formation nigérienne était regroupée derrière. Pour cette manche retour, les Algérois devraient jouer leur va-tout s'ils souhaitent aller au prochain tour, même s'ils devront

être très prudents face à cette équipe du Sahel qui souhaite aussi se qualifier au prochain tour et jouera l'offensive. Cela pourrait profiter aux Rouge et Vert qui procéderont par contres et qui devraient être exploités à bon escient par Djaliit and co. L'essentiel est que les poulaains de Georges seront déterminés à se donner à fond pour tenter d'arracher la qualification aux huitièmes de finale de la Coupe de la Confédération africaine afin de se racheter de cette situation difficile qu'ils vivent en Championnat où ils sont plus que jamais menacés de relégation. Pour ce qui est des

autres matches, il faut savoir que des équipes telles que Hearts of Oak (Ghana) petit vainqueur 1-0 de Police (Bénin) et Revenue Authority (Ouganda) auteur d'un 3-2 face à Elgeco Plus (Madagascar) ne sont pas à l'abri d'une mauvaise surprise. En revanche, trois autres équipes ont assuré l'essentiel à domicile : Al Itihad (Libye) qui a dominé Elect Sport (Tchad) 6 buts à 1, Mounana (Gabon) tombeur de Polisi (Zanzibar) par 5 buts à 0 et Bidvest Wits (Afrique du Sud) qui l'a emporté 3-0 devant Royal Léopards (Swaziland).

A. M.

USM Alger

El Orfi, Nadji, Kako et Ferhat «out» pour le déplacement de N'djamena

Les joueurs El Orfi, Nadji, Kako et Ferhat, manquent le déplacement de l'USM Alger à N'djamena hier matin, soit à 24 heures du match face à Eddifice Foulah (Tchad) pour le compte du tour préliminaire retour de la Ligue des champions d'Afrique, a-t-on appris auprès du club de

Ligue 1 algérienne de football. El Orfi, Nadji et Ferhat souffrent de blessures, tandis que le Camerounais Kako fera l'impasse sur le voyage pour des raisons administratives.

De son côté, Chafai, qui a contracté une blessure mardi en match de championnat face au

CS Constantine (victoire 2-0), devait accompagner ses coéquipiers au Tchad. L'USMA, vainqueur au match aller (3-0), sera également privée de son entraîneur adjoint, Billel Dziri, retenu par un stage de formation organisé par la Fédération algérienne de football (FAF).

Nabil Fekir

«On ne peut pas m'influencer mon choix»

Le milieu offensif de l'Olympique Lyon (L1 française) Nabil Fekir, qui intéresse les deux sélections d'Algérie et de France, a assuré qu'il ne prendra en compte l'avis de personne lorsqu'il tranchera pour quelle équipe nationale jouer. «Tout le monde se pose la question. Moi j'essaie de ne pas trop me prendre la tête là-dessus. Je ne suis pas assis sur deux chaises, je fais mon choix et je ne suis pas là pour faire plaisir à quelqu'un. C'est moi qui joue, c'est moi qui suis sur le terrain. On ne va pas essayer de m'influencer ou de me dire quoi que ce soit», a précisé Fekir, cité

par le site Maxifoot, à l'occasion d'une séance de dédicaces à la boutique de l'OL mercredi. «C'est moi qui vais prendre la décision. On ne peut pas m'influencer», a-t-il encore dit. Jouer pour l'équipe de France ou celle d'Algérie, Fekir a prévu de se décider bientôt, probablement en mars prochain. Lundi dernier, l'entraîneur des Bleus Didier Deschamps, a conseillé au joueur de 21 ans de trancher rapidement entre la France et l'Algérie, tandis que le patron technique des Verts, le Français Christian Gourcuff, a déclaré le lendemain que Fekir devrait prendre

sa décision «avec conviction». Véritable révélation cette saison du côté de l'OL, Fekir continue de briller avec à la clé 9 buts et 6 passes décisives en Ligue 1.

Il fait aussi l'objet de convoitises de quelques grands clubs du Vieux continent, à l'image de Manchester City et Arsenal (Angleterre). Son président en club rohanien, Jean-Michel Aulas, ne cache pas son souhait de le voir porter le maillot des Bleus.

Il estime que son protégé «a tout pour devenir un grand joueur de l'équipe de France dans les années qui viennent».

CS Constantine

Rachid Bouarrata pour succéder à Belhout

La direction du CS Constantine a proposé un bail de 18 mois à l'entraîneur Rachid Bouarrata pressenti pour succéder à Rachid Belhout, dont le contrat a été résilié à l'amiable, a-t-on appris jeudi auprès du club de L1 de football. Bouarrata a demandé «un temps de réflexion» et compte rendre sa réponse dans «les prochaines heures» après avoir bien étudié la mouture du contrat que lui a remis le directeur général du club, Omar Bentobal, ajoute-t-on de même source. Le CSC et Belhout ont convenu, mercredi soir, à mettre un terme à leur collaboration, en raison de la détérioration des résultats de l'équipe, notamment depuis le début de la phase retour. Lors des six



précédentes journées du Championnat, le CSC n'a obtenu que cinq points, après une victoire, deux nuls et trois défaites. Un parcours qui lui a coûté de reculer provisoirement à la 9^e place avec 27 points, devançant

de six unités le premier reléguable, le MC Alger. Le vieux club de «Cirta» a été aussi éliminé en huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie face à la JS Kabylie (1-0) vendredi dernier au stade Omar-Hamadi à Alger. Mardi dernier, les «Sanafirs» se sont inclinés sur le même terrain du stade Hamadi face à l'USM Alger (2-0), en match avancé de la 21^e journée du Championnat. Une défaite ayant ainsi sonné le glas à Belhout hué en fin de partie par les supporters constantinois présents. Si Bouarrata venait à accepter l'offre des dirigeants constantinois, il sera le troisième coach à prendre les rênes techniques du CSC cette saison après Belhout et le Franco-italien Diego Garzitto.

Point d'ordre

Syrie : quand rien ne va plus chez les boutefeux

Par Nazim Rochd

Ce qui vient d'arriver entre la Syrie et la France peut avoir un goût d'intrigue. Car comment accepter de comprendre que des parlementaires décident, de leur propre chef, de rompre avec l'attitude officielle de leur pays et d'aller discuter avec l'ennemi ? A moins que des tréfonds de la classe politique française commencent à s'exprimer une révolte contre la stratégie initiée par Nicolas Sarkozy et poursuivie avec un zèle, à toute épreuve, par François Hollande. La révolte serait réelle et les quatre personnalités, qui se sont rendues à Damas et y ont rencontré Bachar El Assad, seraient appuyées par de nombreux collègues. Le signe, presque évident, que lorsque l'on mène une politique dictée d'ailleurs il y a une difficulté à l'imposer chez soi. On a déjà vu, en septembre 2013, l'ex-premier ministre François Fillon déroger à la règle, se rendre en Russie et déclarer que «face au drame syrien, le chef de l'Etat a fait preuve de précipitation». Ceci en mettant le doigt sur la plaie en épingleant le président en exercice qui, selon lui, «s'est placé sans prudence dans le sillage de nos amis américains, en ignorant (les) partenaires européens, en oubliant le rôle de la Russie, en sous-estimant surtout les conséquences d'une action militaire sans buts politiques clairs». L'événement du jour va exactement dans le même sens. L'un de ceux qui ont «contrevenu» à la ligne, le député de droite, Jacques Myard, n'y est pas allé de main morte contre les détracteurs, en tournant en ridicule le

pouvoir :

«Juppé puis Fabius n'ont cessé de nous dire que Bachar était sur le point de tomber... Or, quatre ans après le début de la crise, il est toujours là. Qu'on le veuille ou non, il est un élément du règlement politique à venir». Une façon de disqualifier et de tourner en ridicule les deux gouvernements, celui de droite qui s'est lancé le premier dans la «printanisation» des Syriens et l'actuel qui s'est fait échauder et humilier par le pouvoir étatsunien. Il faut dire que, en face, il n'y a pas une grande force d'argument. Quand le président parle de «rencontre entre des parlementaires français, qui n'ont été mandatés que par eux-mêmes, avec un dictateur qui est à l'origine d'une des plus graves guerres civiles de ces dernières années» ou que son Premier ministre, Manuel Valls, évoque «une faute morale» et considère que les parlementaires «ont rencontré un boucher», ils sont très mal inspirés. La réponse de M. Myard est cinglante : «Si on ne parlait qu'avec des gens qui n'ont pas de sang sur les mains, on ne parlerait avec personne sur cette vaste planète». Peut-être a-t-il eu la pudeur, en bon militant de droite, de ne pas illustrer sa réplique par des exemples édifiants, tels les honneurs faits aux bouchers de Ghaza, reçus en grande pompe, à maintes reprises, dans la capitale française, et promu dernièrement au rang d'alliés pour la «civilisation». Peut-être, aussi, pour les mêmes raisons, ne pouvait-il pas arguer qu'à la différence des sionistes le gouvernement syrien fait plutôt face à une agression qu'à une «révolution». Chose devenue notoire, y compris pour la Maison-Blanche.

N. R.

Mascara

1 100 kg de kif traité saisi

UNE QUANTITÉ de 1100 kilogrammes de kif traité a été saisie jeudi par des éléments de la Gendarmerie nationale au niveau de la commune de Zahana (Mascara), a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, des éléments de la Gendarmerie nationale relevant du secteur opérationnel de Mascara (2^e Région militaire), ont saisi hier, 26 février 2015, au niveau de la commune de Zahana un camion chargé de

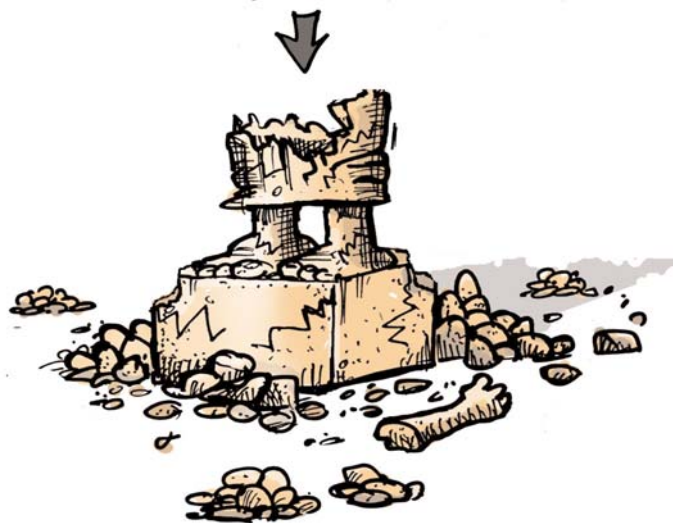
1100 kilogrammes de kif traité», lit-on dans le communiqué.

«Le même jour, et au niveau de la 4^e Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel d'El-Oued, a saisi un camion chargé de six quintaux de kif traité», ajoute-t-on de même source.

«Un autre détachement relevant du même secteur opérationnel, lors d'une patrouille dans la localité frontalière de Taleb Larbi, a appréhendé huit immigrants clandestins dont sept Nigériens et un Malien», a conclu le communiqué. Safy T. APS

DAECH DÉTRUIT DES STATUES ANTIQUES AU MUSÉE DE MOSSOUL

OEUVRE DE DAECH



Loumis

Djalou@hotmail.com

Grogne des usagers de la route Si-Mustapha-Zemmouri

Des ralentisseurs favorables aux agressions

■ En certains endroits, les ralentisseurs dont la hauteur dépasse les normes, sont beaucoup plus favorables aux cambrioleurs et agresseurs qu'aux automobilistes, notamment la nuit.

Par Ahmed K.

Les ralentisseurs ou dos d'âne est un sujet d'actualité des usagers de la route nationale 24 D reliant Si-Mustapha-Zemmouri. Les automobilistes sont contre la mise en place des ralentisseurs, dressés d'une manière anarchique, sans aucun contrôle ni étude des techniciens. En effet, à hauteur du village agricole Boudhar relevant de la commune de Si-Mustapha, sur un tronçon de moins d'un kilomètre l'on n'enregistre pas moins de cinq ralentisseurs. Ces derniers ont été dressés après des accidents de la circulation et le soulèvement des habitants. Lesquels ont réclamé des ralentisseurs pour permettre aux personnes et plus particulièrement les enfants de traverser la voie en toute quiétude sans courir de risques. Des revendications acceptables, dit-on parmi les automobilistes. Néanmoins, en certains endroits

ces derniers dont la hauteur dépasse les normes, sont beaucoup plus favorables aux cambrioleurs et agresseurs qu'aux automobilistes, notamment la nuit. Ils citent les deux ralentisseurs dans un virage, isolé, au lieu-dit Hallaba dépendant de la commune de Zemmouri. A ce niveau, l'automobiliste est contraint de s'arrêter avant de s'engager, avec tous les risques qu'il encourt au véhicule. Certains véhicules légers notamment de marque Peugeot et les Volkswagen sont les plus touchés. Les pièces mécaniques susceptibles de courir des risques de dégât sont incontestablement les carters de véhicules. Lesquels sont les plus soumis. C'est ainsi qu'il est plus judicieux de prendre en charge ce dossier avec toutes les précautions et des études avant d'implanter des ralentisseurs conformes aux normes internationales. Des responsables des deux municipalités de Si-

Mustapha et de Zemmouri, indiquent que les ralentisseurs sur les voies de circulation sont pris en charge par la direction des travaux publics.

Il est à rappeler que la route nationale D déversant la route nationale 12 est une voie à grande circulation où l'on enregistre au cours de la saison estivale un flux d'estivants des wilayas du Centre, Bouira, Tizi-Ouzou, Bordj Bou Arreridj M'sila. Il n'y a aucune amélioration quant à la réfection de ces ralentisseurs, l'on préconise d'ores et déjà des embouteillages et la perturbation de la circulation. Force est de rappeler que la RN 24D est l'unique voie de circulation appropriée pour joindre les plages de Zemmouri El Bahri et Seghired. A. K.

Béjaïa Deux individus arrêtés pour port d'armes blanches

«LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la sûreté du 3^e arrondissement de Béjaïa ont arrêté deux individus au niveau du marché de l'Edimco la semaine passée. M.R. 20 ans, B.M. 21 ans natifs de Bordj Bou Arreridj. Ils ont été inculpés pour port d'armes blanches», indique-t-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Présentés devant le parquet de Béjaïa ils ont été placés en détention provisoire pour les faits qui leur sont reprochés. H.C.

El-Kseur

Inondation de la route nationale

LA RN 12 était inondée hier dans les deux sens de la voie au niveau de l'entrée d'El-Kseur en venant de Béjaïa suite à la montée des eaux de Oued Soummam. La route, les cultures et les vergers se trouvant dans les environs ont été immergés par l'eau. Ces inondations ont été générées par les fortes pluies qui se sont abattues ces derniers jours sur la région. Des centaines d'automobilistes

étaient bloqués hier en arrivant à cet endroit. Ils étaient contraints d'attendre que le volume d'eau baisse pour pouvoir passer. D'autres usagers se sont vus obligés de faire le tour par la RN 75 via Amizour et Thala Hamza. Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que cette section de la RN 12 est inondée par les eaux de Oued Soummam.

H.C.